Boudjema MEZIANE

L'ESPRIT DE LA CHAUMIERE 3

Epines

Musulman en France

EDILIVRE.com

Boudjema Meziane

L’esprit de la chaumière III

Épines

Musulman en France

Éditions EDILIVRE APARIS
93200 Saint-Denis – 2011

www.edilivre.com

Edilivre Éditions APARIS
175, boulevard Anatole France – 93200 Saint-Denis
Tél. : 01 41 62 14 40 – Fax : 01 41 62 14 50 – mail : actualite@edilivre.com

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

ISBN : 978-2-8121-4697-8
Dépôt légal : mars 2011

© Edilivre Éditions APARIS, 2011

A mon maître et ami :
Yahia Bazemlal à qui je dois beaucoup,
énormément, pour ne pas dire tout.

LIVRE PREMIER

DE L'ISLAM ET DE SES RAPPORTS AVEC L'OCCIDENT

1
A propos du « Choc des civilisations »

« … le grand mouvement d'expansion européo-américain des XIX^e^ et XX^e^ siècles pour peupler ou dominer économiquement et politiquement les autres peuples ».

Maxime Rodinson

En France, les religions (judaïsme, christianisme et islam) ne s'affrontent pas ouvertement, en tant que religions, mais de façon indirecte : sur le terrain de la laïcité et sur celui de *l'héritage* philosophique et religieux européen, ainsi que sur le plan de l'antisémitisme supposé des musulmans. De façon très sommaire, on peut affirmer que l'islam est indésirable et non assimilable ; il faut l'endiguer sous peine de voir disparaître la civilisation occidentale judéo-chrétienne et laïque.

Le différend est de taille : il s'agit de deux conceptions de l'homme et du monde qui opposent nettement le « judéo-christianisme » et la laïcité à l'islam. Ne s'agit-il pas, en effet, dans le cas de l'islam, de se soumettre et de s'en remettre à Dieu en tout, même si l'homme dispose de discernement et de libre arbitre, alors que l'autre partie entend tout soumettre à la raison et donc à l'homme ? Le cardinal Lustiger l'a bien résumé : « Quant à l'islam, c'est différent : c'est l'humanisme lui-même qui est en cause. »

On trouve, dans la résistance à l'existence au grand jour de l'islam, des catholiques pratiquants (comme Philippe de Villiers) aussi bien que des athées, des juifs républicains et / ou sionistes. C'est ce qui donne à la « coalition », pour ne pas parler de croisade, son aspect hétéroclite, rassemblé derrière l'étendard apparemment « neutre » de la laïcité et de l'idéal républicain. C'est également ce qui permet de jouer sur tous les leviers : de l'aspect le plus large (la civilisation occidentale, le mode de vie), aux calculs les plus étroits (la défense des intérêts de l'Eglise

catholique, des lobbies xénophobes et islamophobes, des défenseurs de l'Etat d'Israël…). C'est vraiment la Sainte Alliance.

A. L'aspect proprement religieux

Sous le titre « Benoît XVI, meilleur théologien que politique », le philosophe Luc Ferry écrit dans *Le Nouvel Observateur* du 24-30 mai 2007, ce qu'il avait déjà soutenu lors d'un débat à la télévision, face à Jacques Julliard :

« Avouons-le, sur le plan politique, Benoît XVI a bien mal commencé son pontificat. Ses insinuations touchant la violence intrinsèque d'une religion musulmane ignorant par nature la raison grecque – le *logos* – étaient, non seulement, malvenues dans la forme, mais surtout contestables quant au fond : il suffit de lire la grande tradition andalouse, à commencer par Averroès, pour savoir que l'islam n'est pas nécessairement et toujours réfractaire à la raison. **Bien plus, c'est par lui que l'Eglise catholique va, via Albert le Grand et saint Thomas, découvrir le rationalisme d'Aristote,** auquel elle restera en grande partie fidèle jusqu'à nos jours. » (C'est moi qui souligne.)

Dans le concert, ou plutôt la cacophonie faite d'ignorance et de préjugés qui s'élève, plus assourdissante chaque jour, à propos de l'islam, M. Ferry est l'hirondelle qui, certes, ne fait pas le printemps, mais prouve, comme dit un proverbe arabe, qu'on ne cache pas le soleil avec un tamis. Même les penseurs arabes et musulmans appellent de plus en plus à soumettre l'islam à l'esprit critique et aux sciences occidentales. A se demander si l'on est encore dans le domaine d'une religion révélée ou simplement dans celui de la connaissance et de la culture !

L'aspect politique de l'islam actuel et sa radicalisation, qui sont des réactions à l'impérialisme occidental et à son interventionnisme, font qu'on oublie volontiers son vrai message et ses autres vertus (les a-t-on jamais connus, s'est-on jamais donné la peine de les connaître ?). On ne veut pas comprendre ses motivations, les uns par volonté de défendre la foi chrétienne, l'Eglise catholique en recul sensible ; les autres par souci de défendre la laïcité, nouvelle religion de l'Etat et des philosophes occidentaux ; d'autres encore parce que les musulmans seraient « antisémites » par culture et par atavisme ; les derniers par simple ignorance.

Il n'y a en cela rien d'étonnant ni de choquant : chacun défend ses valeurs et combat celles de l'autre qu'il rejette du côté de la barbarie, à tel point qu'il m'arrive d'être torturé par le doute et de me demander si nous pouvons vraiment vivre ensemble en étant différents. Bien sûr, on affirme que c'est souhaitable et même nécessaire : pour cela, il suffirait que nous

nous soumettions ! C'est en particulier vrai pour la diaspora musulmane qui vit en Occident. Avez-vous le sentiment en regardant l'harmonie qui règne entre les hommes, qu'on cherche à respecter les différences ? La réponse que nous entendons fréquemment est devenue invariable : « Acceptez de vous soumettre à la culture dominante ou rentrez chez vous. » Parfois, c'est dit de manière beaucoup moins élégante ! Chacun tient à sa vérité et combat celle de l'autre, indépendamment des questions religieuses qui se trouvent finalement embarquées : alibi pour les uns, qui dénoncent leur caractère fanatique et violent, elles sont recours pour les autres, qui n'ont pas les moyens techniques et militaires de défendre leur existence et les valeurs de leur civilisation. Et visiblement, tous les moyens sont bons : la mauvaise foi, le mensonge, le cynisme pour les premiers, une certaine violence et un certain aveuglement pour les autres…

Voilà, en peu de mots, le résumé du choc de civilisation entre l'Occident et l'islam : il s'agit d'un combat éminemment politique transformé en lutte contre le religieux qui incarne une menace représentée hier par le communisme, jadis par d'autres forces. A bien des égards, nous avons le sentiment de revivre les luttes qui suivirent la naissance de l'islam, luttes incarnées par les idolâtres, les juifs et les chrétiens. Les idolâtres d'aujourd'hui adorent la science et la technologie, parfois des idoles beaucoup moins nobles !

Ecoutez certains leaders ou dirigeants du monde, et dites-moi que vous entendez l'appel de la paix, de la fraternité et de la tolérance ! La différence qui m'oppose à certains bons esprits, c'est qu'un Netanyahou ou un Sharon valent largement à mes yeux un Ahmadinedjad ou un Ben Laden ou un Kadhafi, sauf que les premiers, comme leur modèle George Bush, agissent et font plus de mal, de destructions et de victimes que les autres qui se contentent de bavarder ou de faire des coups en douce, et qu'il est, en Occident, politiquement incorrect de dire la vérité. Seule notre pusillanimité ou notre complaisance nous poussent à nous taire ou à déclarer le contraire : c'est le règne du *politiquement correct*, de la complicité ou, au moins, de la complaisance.

Je n'ai jamais eu ce sentiment en écoutant les informations ou l'opinion en Occident et particulièrement en France : le mal semble venir toujours de la même source et l'on n'admet la similarité (lorsque vous insistez un peu) qu'à contrecœur et pour la forme. On a cru longtemps que c'était dû au fait que c'était l'Amérique de Bush qui donnait le *la*. Cela ne semble malheureusement pas être le cas.

Je n'ai pris ma plume et ne me suis attelé à cette tâche que pour exprimer ces doutes et ces angoisses. Et j'affirme que les critiques, les diabolisations, les harangues et ratiocinations me semblent se valoir toutes,

même si j'ai toujours considéré, du fait de ma foi islamique, que la responsabilité des puissants était bien plus écrasante que celle des pauvres et leurs violences (ce qu'ils ne voudront, évidemment, jamais reconnaître) plus inacceptables que celles des désespérés.

Dans « Les absolus meurtriers », un de ses éditoriaux du *Nouvel Observateur*, Jean Daniel évoque l'opposition faite, dans le ***dossier*** de son magazine, entre Jésus et Mahomet. Il estime naturel, nécessaire, inévitable que les envoyés de Dieu soient différents et que les religions qu'ils représentent ne soient pas homothétiques mais différentes et même concurrentes. Si l'islam était le christianisme, cela se saurait ! Tout le problème consiste alors à savoir si l'on cherche les conditions pour s'accepter et vivre sur la même terre, ou si nous sommes voués à nous combattre et à essayer de nous dominer.

Les trois religions abrahamiques ayant beau provenir de la même Source, elles n'en correspondent pas moins à des états de société différents et à des impératifs religieux également différents. La tradition en islam est de considérer que Dieu envoie aux hommes des émissaires lorsqu'Il trouve que ses créatures s'éloignent de Sa Voie en reniant leurs alliances, c'est l'un des axes qui traversent de part en part le Coran : dénoncer l'idolâtrie et l'infidélité.

Pour moi, les différences viennent donc de conditions historiques et non du fait évident que toute religion révélée sera nécessairement manichéenne et donc susceptible d'être fanatique et violente. En un mot : exclusive.

Je suis frappé par l'insistance mise par le Coran sur la dénonciation de l'idolâtrie, considérée comme *le* Crime par excellence. Cela semble d'abord correspondre à l'idée que l'idolâtrie est devenue inconcevable, inacceptable, après la Torah et l'Evangile. Or le christianisme a introduit un élément humain dans le divin ou l'inverse, ce qui a abouti à la divinisation de l'homme, *donc à une forme d'idolâtrie*. (Je m'en tiens à l'exposé des « faits » ; ce n'est pas ici un débat théologique sur la divinité du Christ ou sur l'humanisation de Dieu : j'ai lu des analyses parfois troublantes, très convaincantes et très cohérentes à ce sujet. Il n'empêche : le refus catégorique de la divinité de Jésus est un des éléments de la discorde. Mais il faut imaginer ce que cela implique au niveau pratique !)

En second, il y a le souci pour le Coran de se présenter comme une éducation et un code moral et social : il ne se contente pas de donner de vagues orientations, d'être un « guide spirituel », et accompagne l'homme dans tous les instants et tous les actes. Le Coran n'est pas, selon l'expression de Régis Debray, un *livre à lire*, mais un *livre à vivre*. Certes, il confirme la Révélation et reprend bien des aspects du judaïsme ; il rappelle en outre que chacun sera jugé en fonction de la Règle qu'il a reçue

et à laquelle il est attaché (ce qui exclut l'exclusivisme et le prosélytisme. L'Enfer n'est pas obligatoirement pour les autres.)

On peut considérer que l'aspect « universel » de l'islam recouvre une aire géographique bien définie, à un moment déterminé de l'Histoire. N'oublions pas qu'au XVIII[e] siècle, la notion d'universalité recouvrait la France, tout au plus l'Europe occidentale ! On n'insistera jamais assez là-dessus.

La démarche qui a consisté à *humaniser le divin* a en réalité *divinisé l'humain*. Il me semble que les deux formulations ne sont pas équivalentes ! Alors que la première approche tend à nous rapprocher de Dieu en le montrant clément et miséricordieux (formule omniprésente dans l'islam), et nous impose d'être attentifs à autrui et à la nature, la seconde a abouti à nous en éloigner, débouchant sur ce que R. Debray appelle le « tout-à-l'*ego* » ou encore à l'« individu-bulle ». Cela fait tout de même une *sacrée* différence !

Les jugements lapidaires (l'islam serait violence, l'évangile serait amour) sont des armes forgées par et pour les fidèles, dans un but apologétique, polémique ou de dénigrement. Cependant, c'est de bonne guerre : il y a concurrence ! Chacun essaie de convaincre qu'il détient le monopole de l'amour et de la tolérance et, *a fortiori*, de la Vérité. Même les agnostiques se sentent des proximités avec le judaïsme, le christianisme ou les deux, dont ils étudient attentivement les textes, Bible ou Evangiles, alors qu'il est établi que ce sont des œuvres humaines ; ce n'est, je le déplore, jamais le cas du Coran, rejeté *a priori* du champ de la réflexion et de la spéculation philosophique.

Il y a de fait un déséquilibre, en Occident, et ce déséquilibre demeure, malgré la vogue de l'orientalisme des derniers siècles ou l'engouement des chercheurs pour cet islam devenu objet de tous les ressentiments, à cause de son caractère liberticide et violent. L'attirance-répulsion pour l'Orient et l'islam culmina avec les conquêtes de l'Empire ottoman. Il ne faut pas oublier que le *Mahomet* de Voltaire était sous-titré *Ou l'intolérance*. En réalité, Voltaire dénonçait le fanatisme de l'Eglise catholique ! Il faut savoir que les autorités religieuses obtinrent l'interdiction de la pièce au bout de quelques représentations. Dans le même registre, La Fontaine se servait d'animaux pour peindre les hommes de son temps.

Nous en arrivons ainsi à une véritable collusion, surtout après la deuxième Guerre mondiale, mais déjà depuis le démembrement de l'Empire ottoman, du judaïsme et du christianisme contre l'islam : on n'en finit pas de remonter aux rivalités originelles. La couleur actuelle du débat est nette : judaïsme et christianisme sont compatibles avec l'humanisme occidental, ce qui n'est pas le cas de l'islam qui n'intègre pas les conquêtes

des Lumières, dans la mesure où, pour lui, la divinisation de l'humain est pure idolâtrie et où l'homme demeure la créature de Dieu, pas un « absolu ». Je me répète, mais c'est volontaire, afin de faire comprendre les soubassements des conflits.

Deux événements, au XX^{e} siècle, ont achevé de creuser l'abîme entre l'islam et l'Occident : le positionnement de l'Empire musulman dans les conflits mondiaux (dans le premier, la Turquie combattit aux côtés de l'Allemagne ; ce fut à nouveau le cas lors du second conflit ; en outre, les populations musulmanes étaient souvent favorables à l'Axe et hostiles aux Français et surtout aux Anglais à cause de leur domination sur l'Afrique et le Moyen-Orient. Dans le film *Laurence d'Arabie*, il est fait allusion à l'accord franco-britannique pour se partager les lambeaux de l'Empire ottoman. Ce qui sera fait.)

Le second événement fut la création, par les Occidentaux, de l'Etat d'Israël qui a entraîné un état de guerre pratiquement permanent, depuis 1948. Israël a toujours bénéficié du soutien actif ou passif du monde occidental. Dans tous ces conflits militaires, la géostratégie masque parfois le fond religieux des tensions et des conflagrations. L'odeur de gaz et de pétrole plane partout, particulièrement au Moyen-Orient.

Si l'on ajoute l'assimilation, rendue possible par… le nazisme, des juifs d'Occident, cela rend le drame palestinien plus cruel, car nous sommes en présence d'une alliance judéo-chrétienne, cristallisée en Israël, contre le monde arabo-musulman. Cette cristallisation est nette dans le conflit de 1956, ourdi pour abattre Nasser, conflit auquel les Israéliens s'invitèrent, occupant une première fois le Sinaï : il y avait, comme de juste, les Français et les Britanniques. Sans doute se donnèrent-ils le *mandat* de détruire l'arabisme qui commençait à devenir encombrant ! Et aujourd'hui, l'islamisme.

Si l'on considère donc l'aspect strictement religieux, on peut constater que le conflit a été permanent : entre chrétien et juifs, entre chrétiens et musulmans, entre juifs et musulmans et aujourd'hui, entre juifs et chrétiens, d'un côté, et musulmans de l'autre.

B. Arabisme et islamisme : les bêtes noires de l'Occident

Le véritable problème, aujourd'hui, est de savoir si nous cherchons sérieusement à créer les conditions d'une coexistence pacifique, sur la planète, entre les croyances, et à effacer les fantômes des conflits passés, ou si l'on ne brouille pas volontairement le jeu (en mélangeant politique, démocratie, religion, laïcité, droits de l'homme et… pétrole) pour que chacun défende ses intérêts et impose sa domination. La religion a souvent servi de couverture et de prétexte à l'expansionnisme et à la volonté de

domination, comme elle a servi de prétexte à des agressions. D'autres fois, elle s'inscrit en filigrane et sous-tend des revendications en apparence uniquement politiques (affaire de Suez).

Que l'islam se présente aujourd'hui comme anti-impérialiste, anticolonialiste et anti-laïc, quoi de plus naturel ! Ce sont sa civilisation et son existence qui sont en jeu ! Il voit bien qu'il ne fait pas le poids, face aux puissances économiques et militaires d'Europe, d'Asie et d'Amérique, et qu'il doit donc se ressaisir s'il veut survivre. C'est, je crois, le point essentiel de la situation actuelle : alors que l'islam est acculé à une situation défensive et lutte pour survivre, on tente tout pour le faire apparaître comme agressif, impérialiste, expansionniste et que sais-je encore ! C'est en particulier ce que l'on désigne par le panislamisme, comparé depuis les conflits de la décolonisation, au mal absolu. Qu'on se rappelle par exemple ce qu'écrivait Albert Camus, dans *Actuelles III* (paru en 1958*) :* « Les militants clairvoyants du mouvement nord-africain, ceux qui savent que l'avenir arabe est commandé par l'accession rapide des peuples musulmans à des conditions de vie modernes, semblent parfois dépassés par **un mouvement plus aveugle qui, sans souci des besoins matériels immenses de masses tous les jours multipliées, rêve d'un panislamisme qui se conçoit mieux dans les imaginations du Caire que devant les réalités de l'histoire. Ce rêve, respectable en soi, est pourtant privé d'avenir immédiat. Il est donc dangereux.** Quoi qu'on pense de la civilisation technique, elle seule, malgré ses infirmités, peut donner une vie décente aux pays sous-développés.

Et **ce n'est pas par l'Orient que l'Orient se sauvera physiquement, mais par l'Occident, qui, lui-même trouvera alors la nourriture dans la civilisation de l'Orient**. » (*Actuelles III*, article paru sous le titre « Les raisons de l'adversaire », dans *l'EXPRESS*, 1955-1956. C'est moi qui souligne).

Nous avons pu voir en détail ce qu'était « une vie décente » dans les pays développés, aussi bien pour les immigrés que pour les nationaux…

Je retiens d'abord l'expression : « Ce rêve, respectable en soi… ». Aujourd'hui, cela n'est même plus le cas. On fait certes la distinction entre islam et islamisme, mais, au fond, toute incarnation politique de l'islam est violemment rejetée. Que craint-on ? Probablement le danger d'un pouvoir de cohésion et de fédération du monde musulman. Cette tentation est naturelle et l'on peut s'étonner de la voir condamner, lorsqu'on voit, par exemple la construction européenne. Pourquoi ne pas se constituer en ensemble fédéré par la foi ?

Les oppositions à ce rêve sont intérieures et extérieures : il existe au sein des pays musulmans des forces hostiles à ce projet qui trouvent un

écho favorable à l'extérieur, particulièrement en Occident. Il suffit de se reporter à la réélection d'Ahmadinedjad en Iran ou à celle de Bouteflika en Algérie, pour se rendre compte à quel point on souhaite « faire barrage à l'islamisme ». Un ensemble s'étendant de l'Indonésie au Maroc… Séduisant pour les uns, cauchemardesque pour les autres !

La dernière remarque, certes sincère chez M. Camus, est un vœu pieux et une concession rhétorique : les Occidentaux n'ont jamais eu besoin que de zones d'influence et de domination, pas de nourriture intellectuelle et spirituelle à puiser en Orient. C'est tout juste un vœu d'intellectuel !

Le monde politique des Etats fonctionne avec d'autres critères et d'autres moyens. A l'époque de M. Camus, il fallait encore et toujours endiguer, contenir le communisme soviétique et protéger la civilisation de l'Occident chrétien. Si Arabes et musulmans pouvaient quand même profiter de ce projet, c'était, en quelque sorte, par-dessus le marché et à condition d'accepter la domination culturelle et politique de l'Occident. Une forme de protectorat à vie. Même lorsqu'on évoque la guerre froide, c'est, en général pour pointer les crimes de l'Est, alors que l'Ouest demeure un havre d'angélisme et de bonne volonté !

Ecrit en pleine guerre d'Algérie et dans la phase sans doute la plus cruciale des événements, ce texte de M. Camus attire quelques commentaires.

Je vois d'abord l'affirmation du besoin des masses arabes d'accéder rapidement à des conditions de vie moderne. M. Camus fait comme s'il ignorait que **cet accès a été barré par le système colonial**.

Nous savons cependant qu'il n'ignorait pas ce fait et même qu'il le dénonçait avec une constance et une véhémence inégalées à son époque. Sa foi dans la France et dans l'Occident est probablement à l'origine de sa bonne foi, pour ne pas dire de sa naïveté ou de son idéalisme. L'histoire lui a donné tort.

De même, lorsqu'il affirmait que musulmans et Français d'Algérie étaient condamnés à vivre ou à mourir ensemble : sans émettre de jugement sur une telle prophétie, on peut dire que l'histoire nous a prouvé le contraire. Je conçois que certains puissent considérer que l'Algérie est morte en 1962 ; il s'agit en réalité de l'Algérie *française*.

Camus savait très bien comment le colonialisme s'était comporté depuis 1830 jusqu'à 1954, et ses appels à respecter la « personnalité arabe » semblent être demeurés inaudibles. Si la responsabilité incombe, selon lui, à toutes les parties, métropole, Français d'Algérie et musulmans, la seule cause qui valût, pour nous, c'était celle de notre libération du colonialisme, seul véritable responsable de notre malheur et de notre arriération. Et en 1956, nous avions déjà assez à faire, on peut le croire !

Nous ne pouvions tout de même prendre le parti de nos adversaires pour la gloire d'une France qui nous avait – objectivement – maintenus sous la botte pendant 120 ans ! L'exemple de cette lassitude est évoqué par M. Camus lui-même : c'est Ferhat Abbas.

Jusqu'à la conquête, le Maghreb était réputé « terre d'islam » et était placé sous régence ottomane.

Sans être dotée de l'identité juridique et nationale d'un Etat moderne, l'Algérie appartenait à un peuple arabo-berbère (ou berbéro-arabe, pour ne pas froisser les sensibilités !) et, malgré les innombrables occupations, s'affirmait terre arabe et musulmane, sans que l'une ou l'autre appartenance fût source de contestation ou de violence. Je le rappelle : plus d'un siècle de colonisation n'a pas réussi à effacer cette identité arabo-musulmane, en partie du fait que l'administration coloniale avait institué un code de l'indigénat qui lui permettait de tenir l'indigène à l'écart. Et voilà qu'après donc plus d'un siècle de cet ordre, et alors que certains musulmans avaient vainement demandé l'assimilation et des droits équivalant à ceux des Européens et des Français métropolitains, Monsieur Camus vient nous dire : « Votre avenir, c'est la France et l'Occident, seuls capables de vous sortir de l'arriération. Votre avenir ce n'est ni l'arabisme, ni l'islamisme (auxquels vous vous rattachez pourtant naturellement et génétiquement) » ! Avouez qu'il y a là de quoi perturber ! Non seulement il faut s'aveugler sur l'échec – voulu – de l'assimilation, mais il faut miser sur un salut tout à fait hypothétique qui nous viendrait de ceux-là mêmes qui haïssent et combattent notre identité naturelle et entendent l'assujettir à la civilisation occidentale !

Camus, sans cesser un instant de défendre avec opiniâtreté et avec passion la cause des indigènes, défend, dans le même temps la France et l'Occident. Tout en ayant le plus profond respect pour ce modèle de justice et de fidélité, je ne puis que le caricaturer en lui collant l'image de l'âne de Buridan qui meurt entre le picotin et l'avoine. C'est peut-être la vocation des prophètes, mais d'abord, nul n'est prophète en son pays ; ensuite, nous n'avons aucune vocation ni aucun penchant à jouer les prophètes. Ceux des nôtres qui se trouvaient sur la ligne de Camus (les Abbas et les Kessous que la culture française avait transformés) ont fini par comprendre leur égarement et par en tirer les conséquences. Je reviendrai dans un instant sur l'idée d'une fédération franco-algérienne, défendue par Camus et qui était à l'origine une idée et une revendication des « nationalistes » algériens.

Quelle qu'ait pu être la justesse du point de vue qu'il défendait, la position de Camus était trop raisonnable, trop équitable pour être réaliste. Il savait qu'en Algérie coexistaient deux peuples, deux cultures et deux

civilisations qui ne pouvaient fusionner. Le comportement de conquérants des uns a fini par pousser les autres à l'exaspération et à la rupture du fragile équilibre imposé par la force de l'Etat colonial adossé à la puissance française

Ici encore je me répète, mais c'est utile parfois de démontrer des évidences, surtout que ce ne sont pas des évidences pour tout le monde. Je ne désespère donc pas de faire à la fois œuvre de rétablissement de certaines vérités et œuvre utile d'information.

Tant que dura la guerre, il ne fut pas question d'autre chose que de **rébellion** qu'on allait mater, de rétablissement de l'ordre, etc. Il ne faut pas oublier que, méconnaissant la situation en Algérie, la France mobilisa jusqu'à cinq cent mille hommes pour venir à bout de l'« agitation » : c'était, une fois de plus, nier l'existence évidente d'un peuple algérien et prendre, comme jadis certain roi de France, une révolution pour une révolte. **Or cette révolution est inconcevable sans le ferment arabe et la composante islamique, les deux nés en Orient, nécessairement contre l'Occident.** On n'a pas toujours le choix des armes ou celui de ses alliés, la suite de l'Histoire se chargerait de nous le montrer !

Camus était condamné à défendre l'Occident et la présence de l'Occident en Afrique du Nord. Seuls rallièrent ce combat les musulmans ou plus généralement les indigènes qui avaient pu accéder à la culture française ; les autres s'étaient murés dans une rancœur sourde et une hostilité muette.

Comme je l'ai écrit dans *Racines*, je ne me sentis jamais Français, mais la présence française m'empêchait de me sentir pleinement algérien. Même au sein d'un peuple mixte, formé d'Européens et d'arabo-musulmans, à égalité de droits et de devoirs, j'aurais revendiqué le nom de ma terre : Algérie ! Et comme Eluard, j'aurais écrit son nom partout. Pourquoi dès lors essayer de me contraindre à me sentir Français ? Je n'avais pas besoin d'une identité de substitution, fût-elle valorisante : j'avais juste besoin que *mon* identité fût reconnue et respectée. La France ne l'a pas fait. Et je ne fais pas de distinction entre France métropolitaine et Français d'Algérie : les deux étaient colonialistes et le colonialisme était une atteinte à la liberté d'un peuple, donc une faute. De plus, tout le monde admettait que le colonialisme avait fait son temps.

D'autre part, il est une face du colonialisme qui doit être clairement dénoncée : pour nous, il est basé sur le sentiment de la supériorité à la fois technique, intellectuelle et spirituelle (rappelez-vous le décret Crémieux qui jugeait en somme que les juifs étaient plus dignes d'être Français que les musulmans, à un moment où de nombreux musulmans rêvaient de devenir pleinement Français) d'une civilisation voire d'une race sur une

autre civilisation ou une autre race, en l'occurrence, supériorité de l'Occident européen sur le reste du monde : Afrique, Asie, Amérique du Sud et du Nord (les immigrants arrivés aux Etats-Unis étant avant tout des Européens). La première idée mise en avant était naturellement l'apport des Lumières, du progrès et de la Civilisation. On se souvient des premiers mot que Robinson apprend à Vendredi : Vendredi et Maître. Qui, honnêtement, croit encore à la fable de la mission civilisatrice de l'homme blanc, après avoir lu… *Chronique algérienne* de M. Camus ? Il se trouve que l'arabisme et l'islam ont joué un rôle au sein des masses africaines et arabes et les ont mobilisées, même si nous admettons que cela entraîna beaucoup d'aventurismes, et que les grandes puissances avaient décidé d'amorcer le « reflux ». A ce propos, on aurait plus d'égard pour l'attitude américaine (soutien aux mouvements d'émancipation des peuples), qu'envers la France, patrie des droits de l'homme qui, jusqu'à de Gaulle, entendait se maintenir par la force.

C. Rapport de forces et domination

L'Eglise ne se sert-elle pas de la politique quand ça l'arrange ? Le libéralisme ne se sert-il pas de la religion en donnant à son action une coloration humanitaire qui rappelle la charité prônée par le christianisme ? Tout cela est « normal » ! Nous ne sommes pas dupes des beaux principes. L'Eglise profite du combat de Bush contre le terrorisme islamiste qui menace « l'Occident libre et démocratique » mais aussi chrétien. C'est ainsi que le pape peut « glisser » l'allusion à la violence inhérente à l'islam, tout en affirmant avoir le plus profond respect pour les musulmans (ce dont je ne doute pas un seul instant). Il ne faut jamais oublier qu'il est le chef de l'Etat du Vatican et de l'Eglise catholique.

Il est vain, estime donc Jean Daniel, de vouloir établir je ne sais quel bilan de ce qui rapprocherait les différentes religions. « Il y a dans une religion – parce que c'est une religion, et surtout si elle est monothéiste – une conception de l'absolu qui exclut les autres ». Tout rapprochement religieux doit donc s'interroger sur les différences et les différends, poursuit Jean Daniel, mais aussi s'interdire toute volonté hégémonique, tout prosélytisme.

Il est possible de voir chez les islamistes cette volonté hégémonique et ce prosélytisme, puisqu'ils ont l'ambition d'« islamiser la modernité ». On oublie alors avec une facilité déconcertante l'hégémonisme et le prosélytisme Occidentaux ! La différence, cependant, c'est qu'aucun pays occidental n'a été envahi par une grande puissance islamique ni par une coalition de pays musulmans. (Je parle de l'époque contemporaine.) Les attentats demeurent l'arme des faibles, la seule arme possible dans le

rapport de force actuel ; c'est pourquoi il y a une telle crispation sur le nucléaire iranien. Quant aux menaces contre Israël, elles sont pain bénit pour entretenir la vigilance et la fureur contre les *barbares* islamistes.

Ce ne sont pas les populations d'Afrique ou du Moyen-Orient qui menaceraient l'Occident, et il le sait fort bien. Ses experts désignent la Chine, mais il n'est pas question de s'attaquer aux puissants !

L'expansion musulmane a répandu le *Message* de l'Atlantique à l'Indus. Le christianisme a évangélisé l'Europe, le Nouveau-Monde, une partie de l'Afrique, une partie de l'Asie, et de l'Océanie. Aujourd'hui, des musulmans nourrissent des nostalgies et des fantasmes impérialistes (au sens du désir de se constituer en « empire », comme l'Europe, l'Amérique, la Russie ou la Chine) ; les églises évangélistes semblent déborder de dynamisme en direction des populations les plus démunies. Laïcs et religieux rivalisent de zèle pour prendre en charge la misère du monde.

Comment démêler le religieux du simple humanitaire ou du simple politico-économico-financier ?

Qu'est-ce qui fait courir les uns et les autres ? On fait semblant de croire que la violence est le fait d'un camp : celui des « barbares », alors qu'il existe une barbarie aseptisée, elle aussi dictée par des sentiments parfois peu avouables : le sentiment de supériorité, le désir de dominer encore et toujours davantage et de tirer profit de sa puissance au détriment des plus faibles. Car l'Occident a pris l'habitude de vivre sur un grand pied ! Et cela, il le doit bien entendu à son intelligence et à sa rationalité, mais il le doit également au pillage des richesses des pays sous-développés. Voyez seulement les trésors des musées occidentaux et leur provenance…

Que nous reste-il, alors, si les trois religions monothéistes doivent coexister tout en s'excluant ? La réponse est malheureusement : l'affrontement, la concurrence, comme l'histoire nous le montre.

Je me permets de rappeler l'affirmation de principe de l'islam : face aux « infidèles » (c'est-à-dire les juifs et les chrétiens, qui, d'après le Coran, ont altéré leur contrat et renié leurs engagements envers Dieu), le Coran invite les musulmans à éviter tout prosélytisme : « Dis : ô infidèles ! Je n'adorerai pas ce que vous adorez et vous n'adorez pas ce que j'adore ». Et il insiste en répétant la formule : « Et je n'adorerai pas ce que vous avez adoré ; et vous n'adorez pas ce que j'adore : à vous vos croyances, et à moi les miennes ». Chacun sera jugé en fonction de la règle qu'il a reçue.

Seule l'idolâtrie, considérée comme un péché inexpiable, doit être combattue : il s'agit en effet d'affirmer avant toute chose l'unicité de Dieu et de porter la parole de ce Dieu unique, maître de la création, à ceux de qui elle est inconnue. De même, comme je l'ai rappelé à maintes reprises, il est interdit au Prophète lui-même de contraindre : son rôle se limite à annoncer

l'heure du Jugement, et à mettre en garde ceux qui craignent ce Jugement. Tout musulman qui a eu un accès même limité au Coran sait cela.

Faut-il empêcher les musulmans de rêver de l'expansion et du triomphe de leur foi, alors que les nations courent toutes après la suprématie et le plus grand rayonnement possible ?

C'est ce qui semble être le vœu des puissances occidentales qui prétendent défendre uniquement leurs droits et leur sécurité. Il semble qu'elles ne puissent le faire qu'en écrasant une éventuelle concurrence !

Sans exclure ou nier l'existence d'un prosélytisme islamique, on doit envisager que ce qui oppose le « monde musulman » à l'Occident participe plutôt d'une certaine lassitude provoquée par l'ordre mondial et les rapports de force, beaucoup plus que d'une volonté d'islamiser ce monde. Ceux qui luttent au nom de la foi combattent d'abord l'arrogance des puissants qui ne se sentent plus de limites (je pense en particulier aux Etats-Unis de l'ère Reagan-Bush). Comme je l'ai déclaré à propos de la Révolution iranienne, il se trouve que la seule force un tant soit peu organisée pour résister est la force de la foi. La religion est, pour les musulmans, totalement différente de ce qu'elle est en Occident : elle n'est pas une simple philosophie ni un guide spirituel, elle est un moyen de transformer la vie « dans la voie de Dieu » et comme je l'ai écrit, le Coran n'est pas un livre à lire ou même à méditer, mais un livre à vivre. C'est visiblement ce qui agace les Occidentaux et inspire leurs craintes : avoir en face d'eux des gens qui sacrifient leur vie pour un idéal. C'est ce *fanatisme* qui les terrifie ; eux qui possèdent les moyens de protéger leurs vies et leurs biens se trouvent relativement désarmés face au terrorisme, c'est-à-dire le consentement au sacrifice suprême : rien de plus tentant que de tout faire passer dans la lutte contre le terrorisme : c'est la doctrine des néoconservateurs et à leur tête de G. Bush.

Pourtant, eux-mêmes chantent les mêmes hymnes : identité, liberté, souveraineté ! A moins que je n'aie rien, mais alors rien compris à l'Appel du 18 juin et au combat de la Résistance pour libérer la France de l'occupation allemande…

La présence et le rôle de la foi s'expliquent aisément, dans la mesure où l'on est face à des hommes qui ne craignent que la Toute-puissance divine. Je ne fais pas l'apologie de l'attentat-suicide, je dis que je comprends que des pauvres hères qui n'ont plus rien à perdre et qui ont épuisé tous les recours normaux se fichent en l'air plutôt que de vivre sous une domination quelle qu'elle soit. Je pense en particulier à ces malheureux Palestiniens dont tout le monde se moque. Comment peut-on espérer résoudre leur tragédie lorsque les bons esprits se contentent de dire : « Il ne faut pas désespérer : *ils* sont condamnés à vivre ensemble et à partager et il

y aura forcément un Etat palestinien à côté d'Israël » ! ***Vous l'avez vue, la gueule de l'Etat palestinien ?*** Seuls ceux qui vivent dans les camps et les territoires occupés sont en mesure de juger. Nous faisons passer notre lâcheté et notre soumission au fait accompli pour je ne sais quel légalisme ou quel optimisme vraiment hors de saison.

Mais, encore une fois, il n'est en aucune façon question de conquérir ou de convertir l'Occident dont la civilisation finira par sombrer, comme toutes les civilisations qui l'ont précédée. Je ne m'en réjouis pas, je ne m'en désole pas : c'est l'ordre même des choses dans ce monde voué à l'extinction.

L'idée à laquelle arriva, selon la présentation de Jean Daniel, Raymond de Lulle (1235-1315), théologien catalan, en 1270, fut que la « cohabitation des religions ne peut se faire que dans l'humilité identitaire ou alors, dans une alchimie savante, combinant ce qu'il y a de meilleur dans les trois religions ».

1270, on s'en souvient, c'est l'année de la mort du « bon » Saint Louis, à Tunis, alors qu'il se rendait en Terre Sainte pour fait de… Croisade !

Il faut croire que ni l'une ni l'autre éventualité n'a jamais pu se réaliser. Tout au plus, la laïcité à la française a-t-elle réussi à faire coexister religion et incroyance. Mais on s'aperçoit que l'islam demeure réticent à la laïcité car il ne s'agit pas d'une véritable tolérance basée sur le refus du prosélytisme ou sur un refus de la domination mais d'une **simple volonté d'évacuation du religieux**, comme nous en avons des manifestations quotidiennes. De toute façon, demeure toujours la tentation de la « religion dominante », ce qui permet au chef de l'Etat, chose inouïe, de déclarer que la France est chrétienne et… laïque ! Et qui, en effet, en traversant la France et en voyant le nombre d'églises et de cathédrales ou de temples (plus discrets, il est vrai), peut se croire en pays musulman ou bouddhiste ?

Où en sommes-nous donc aujourd'hui ? Laquelle de ces deux perspectives voyons-nous se dessiner à l'horizon : tolérance ou synthèse ?

D. La fin de l'hégémonie occidentale ?

« Aujourd'hui, […], ce sont les ***valeur****s qui sont convoquées, avancées et retournées dans une optique défensive contre le changement et la « société ouverte ».* ***Ainsi, les conflits de normes ne cessent pas d'être transmutés en conflits de valeurs****.* ***La civilisation occidentale continue à produire ou à émettre des normes qu'elle cherche, volontairement ou involontairement, à imposer au reste du monde.*** *Nous prenons ainsi très légitimement fait et cause pour les homosexuels persécutés dans certaines autocraties du monde, et nous oublions un peu vite qu'il y a trois décennies*

ils ne jouissaient pas de l'égalité des droits dans les pays occidentaux. ***D'un coté, les Occidentaux continuent à bombarder le reste du monde de nouvelles normes, et en même temps les droits de l'homme s'approfondissent, sous l'effet du principe d'égalité : la référence au paradigme du « choc des civilisations » pour penser les relations de l'Occident et de l'islam implique déjà en soi un mode de pensée occidental****. »*

Henry Laurens (op. cit. C'est moi qui souligne.)

Les nations occidentales, et en particulier la France, ont mis en place des institutions laïques, coupant ainsi avec le pouvoir de droit divin. République, démocratie, laïcité, c'est, purement et simplement, l'évacuation du religieux du pouvoir politique légal, même si la connaissance et l'action dans la société sont imprégnées de l'héritage judéo-chrétien. « Je laisse Dieu à la porte de mon laboratoire », disait Pasteur. L'Etat laïc garantit les droits des citoyens, y compris celui de s'adonner à une pratique religieuse, pourvu qu'elle ne provoque pas de désordre sur le domaine public. C'est, me semble-t-il, le seul critère raisonnable et légal compatible avec la liberté des citoyens. Tout le reste est philosophie et parfois boniment et mauvaise foi. La tolérance authentique, c'est un état d'esprit, pas une question juridique. On y accède par l'éducation, pas par les tribunaux et les Conseils de discipline. Le désordre, c'est précisément le cas des musulmans vivant en pays laïcisé : en manifestant le désir « d'être eux-mêmes », ils portent atteinte, dit-on, aux principes fondateurs de l'Etat laïc. Il s'agit, est-il besoin de le préciser, d'une spécificité, d'une « exception française ». Même « l'affaire des caricatures » a été « importée » du Danemark pour alimenter un débat, somme toute marginal et monté en épingle par les laïcistes, « gardiens du temple républicain ». D'où l'émotion, même chez des musulmans « modérés ».

Les immigrés de France venus d'Afrique (blanche et noire) sont (quand ils sont musulmans) des *sunnites* : c'est l'islam le plus modéré, le plus paisible, le plus tolérant. 4/5 de ces gens sont musulmans par tradition, par filiation. On n'oblige personne à croire ni à pratiquer. Or voilà qu'en très peu de temps (très exactement trois décennies), avec la Révolution iranienne et la crise économique dans le monde occidental, tout se transforme. C'est l'islam politique qui se répand comme une traînée de poudre. C'est un islam agressif et débarrassé de tout complexe. Ses mots d'ordre : l'application de la Loi coranique, l'antiaméricanisme, l'antisionisme. Ses bêtes noires : la laïcité, la démocratie occidentale.

Et accessoirement – c'est-à-dire qu'on ne le clamait pas trop fort –, le sunnisme et l'Arabie vendue aux Américains.

Certes, auparavant, existaient déjà des mouvements religieux rigoristes, comme les Frères Musulmans, qui appelaient à une restauration de l'islam, mais ils furent pourchassés, combattus par les régimes « progressistes » : ils connurent la répression en Egypte et dans tout le Proche-Orient.

Et voilà que la religion qui se réduisait le plus souvent à une pratique paisible devient un phénomène d'une intense fébrilité, qui ne tarde pas à provoquer des guerres civiles. Auparavant canalisée par le nationalisme et la lutte anticolonialiste, la religion s'exprime désormais pour elle-même et prétend même prendre le pouvoir et instaurer un Etat théocratique, à l'exemple de l'Iran !

Particulièrement en Algérie, mais également en Tunisie, en Egypte, en Indonésie et ailleurs, les groupes armés sèment la terreur, une terreur qui se prolonge en Europe, allant jusqu'à provoquer dans l'opinion une certaine « islamophobie ». En ce sens, je partage le point de vue de M. Jean Daniel qui met l'Iran à la base du mouvement. Ce que je ne puis accepter, c'est que l'on mette tout sur le compte de l'Iran et que l'on dépénalise les autres régimes des pays musulmans, et d'autre part, que l'on dédouane la politique du monde occidental et en particulier des Etats-Unis ; enfin que l'on ne fasse pas le bilan de la politique d'immigration et d'intégration qui s'est contentée de constituer des ghettos.

Le premier élément auquel réagissent les Occidentaux est la violence : l'opinion réagit par le rejet et la condamnation, ce qui est normal. Les images des attentats sont habilement exploitées. On utilise l'émotion, le choc, l'horreur, pour garder l'emprise sur une opinion horrifiée du fait du « matraquage médiatique » et qui ne connaît généralement que ce qu'on veut bien lui révéler des conflits. Et la matière ne manque pas ! En quelques décennies, l'islam est devenu le dénominateur commun de toutes les questions brûlantes : Iran, Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Palestine, Liban, Soudan, Indonésie, Turquie, Egypte, Algérie, Tunisie, Maroc… L'Arabie elle-même, le sanctuaire de l'islam, n'échappe pas aux attentats. Même la Chine se découvre un péril islamiste, dans ses marches occidentales, parmi les populations ouigours.

Là encore, je ne puis consentir à limiter l'explication de l'effervescence aux contradictions internes à la sphère islamique. Même si c'était le cas, ce serait un signe de vitalité de sociétés pauvres et anciennement colonisées qui cherchent à sortir des dictatures et de l'arriération.

L'autre facteur désigné par l'Occident est, comme par hasard, la volonté « impérialiste » de l'islam.

Je dis « comme par hasard » parce que l'islam se présente comme le successeur du communisme dans la lutte contre l'Occident judéo-chrétien.

Même si je conviens que des facteurs divers existent (contradictions internes, corruption des régimes politiques arabes et musulmans ainsi que développement du mouvement islamiste), en réalité, tout se détermine par opposition à l'Occident. En fait, il s'agit simplement d'un avatar de la lutte des peuples pour leur souveraineté, donc d'une résistance au néo-colonialisme. Des peuples s'insurgent. Même la Chine et la Russie « impériales » doivent affronter leur « péril islamiste » ! M. Camus par exemple, faisait la différence entre le colonialisme occidental et le colonialisme soviétique. En réalité, un colonialisme n'est ni supérieur ni préférable à un autre, que cela soit bien entendu, qu'il s'agisse de la France, d'Israël, de la Russie ou de la Chine.

Après la déconfiture du bloc soviétique, c'est l'islam qui « se sent appelé » à entreprendre la lutte contre la suprématie occidentale (tout en empruntant la voie libérale sur le plan économique s'entend ! Les intérêts financiers de la famille Ben Laden aux USA sont colossaux, au point que ladite famille est évacuée des Etats-Unis, au lendemain du 11 septembre 2001, par les soins des autorités yankees. On ne prête qu'aux riches !). Les Chinois ont pris le parti d'utiliser contre le libéralisme ses propres armes : ils inondent le marché, sans rien céder sur le plan politique et idéologique. D'autre part, le fait qu'Ahmadinedjad se rende chez Castro et chez Chavez semble une volonté « tiers-mondiste », « non-alignée » de poursuivre la **lutte anti-impérialiste**, quitte à s'allier, pour la circonstance, avec l'ennemi idéologique, matérialiste et athée (en recevant, par exemple, l'appui de la Russie dans la crise du nucléaire iranien ou de la Chine, dans la crise soudanaise du Darfour).

Tout indique que l'échiquier politique mondial est en pleine recomposition : les Occidentaux ne vont pas croiser les bras pour se laisser déposséder d'une hégémonie assurée sur la planète depuis cinq siècles ! On a vu leur jeu en Géorgie, et la réponse des Russes… Ils sont finalement demeurés l'arme au pied ! On ne chatouille pas un tigre sibérien !

Les populations immigrées en Occident pouvaient-elles éviter d'être précipitées dans un débat et des conflits qui les dépassent ? Comment demeureraient-elles étrangères à ces soubresauts, dans la mesure où elles souffrent d'une intégration difficile et gardent des liens étroits avec les pays d'origine ? Lorsque les Etats-Unis, l'Europe de l'Ouest, la Russie et même la Chine se sont « coalisés » dans une croisade contre le terrorisme, derrière George Bush (avec les nuances que l'on connaît), les populations d'origine arabo-musulmane, somme toute récentes en Europe et en Amérique, se sont retrouvées prises en sandwich entre le réflexe identitaire

qui les relie à leurs origines, et l'exigence de loyauté envers un Occident qui ne se montre pas toujours très hospitalier, mais qui leur sert tout de même de seconde patrie et leur offre une certaine protection. Les actes de terrorisme (en fin de compte limités, quoique spectaculaires) ont fait le reste. Les médias aidant, on a assisté à des déchaînements de passions qui se résumaient ainsi (en France) : « Notre » laïcité est en péril ; il n'est pas question de céder à des barbares. La France n'a pas vocation à devenir musulmane », etc. Médias, hommes politiques, philosophes et intellectuels ont fait un tel tapage que plus aucune revendication ne fut possible sans éclats et sans procès. Cependant :

1. les réactions du monde musulman, que l'on amplifie, sont la plupart du temps consécutives à des provocations ; il n'y a pas agression mais réaction ;

2. la majorité des musulmans ne demande qu'à exister au grand jour comme les fidèles des autres religions, dans le respect de ses croyances et de ses valeurs mais aussi de ses différences, d'où les affaires du « costume islamique » ; elle est indisposée par l'amalgame fait, aussi bien par les laïcs que par les religieux, entre islam et violence ;

3. il apparaît rapidement que la question dépasse le contenu strictement religieux, même s'il la nourrit, puisqu'on parle plus globalement de « modèle de société », de « valeurs » et donc de « choc de civilisations » et de « guerre sainte ». A la diabolisation de l'Occident répond donc une diabolisation de l'islam. Bien entendu, on fait mine de ne condamner que l'islam radical ; tout laisse à penser que c'est l'islam dans son ensemble qui se trouve rejeté. On renoue ainsi avec l'histoire ancienne : l'Empire musulman, sa chute et le triomphe de l'Occident.

Il semble que dans un monde fortement déjudaïsé et déchristianisé, la revendication à caractère religieux passe très mal. Rien d'étonnant si des populations qui revendiquent un retour du religieux avec son cortège de rigueurs et d'interdits agacent et même indisposent fortement. C'est effectivement une violence imposée à une société qui aspire à un bonheur auquel la religion contribue fort peu. La même attitude de rejet se rencontre à l'égard des Etats candidats à la puissance : le nucléaire pour l'Iran, l'économie pour la Chine, la posture impériale pour la Russie de MM. Poutine et Medvedev. Il suffit de manifester des désirs d'indépendance, voire d'existence et accessoirement de puissance pour susciter la méfiance et le rejet.

Chaque fois, le soufflé s'est affaissé, mais c'est le silence armé, et l'islam est toujours l'objet de très fortes « réserves ». Les principes affichés sont ceux de la tolérance et du respect des différences. On a plutôt le sentiment qu'on respecte les différences dans la mesure où elles ne se

montrent pas… De toute façon, aux yeux de l'opinion, l'islam n'est ni tolérant, ni respectueux, ni pacifique. On le juge à la fois à travers le filtre laïc, mais également à travers l'histoire coloniale, le reliquat de culture chrétienne ou judéo-chrétienne : c'est très exactement ce qui ressort de la comparaison entre l'islam et le christianisme, entre Mahomet et Jésus Christ. Le numéro de *L'Express* qui traitait de la question (comparaison entre Jésus et Mahomet) a été interdit d'entrée au Royaume Chérifien du Maroc, qui n'est pourtant pas une théocratie ni une République Islamique ! Jugé irrespectueux envers l'islam.

A toute revendication, on oppose un arsenal impressionnant : la Révolution, Voltaire, la Loi (en particulier celle de 1905), la Déclaration de 1789, celle de 1948, l'amour de la France, et que sais-je encore. Le problème de ces références est qu'elles ne disent rien ou très peu aux gens auxquels elles s'adressent. Elles demeurent abstraites, connues des seuls gardiens du temple. Par contre, les gens, quel que soit leur niveau intellectuel, se rendent bien compte que les principes républicains ne sont pas forcément respectés.

Le plus irritant est d'assister aux hésitations, aux doutes de ce même Occident qui a la prétention de dominer le monde : on l'a vu, en particulier, à propos des perturbations climatiques et de la santé de la planète. Il se trouve que la crise économique qu'il n'arrive pas à surmonter, tout en aggravant les injustices et les inégalités, ajoutée à une crise des « valeurs », rend les prétentions de l'Occident étonnantes, voire illégitimes. Ainsi, cette fameuse civilisation qui idolâtre la Raison, la Technique et la Liberté n'était qu'un « miroir aux alouettes » ! Elle tolère les injustices, détruit la nature et n'offre l'opulence et la sécurité qu'à une minorité de nantis !

Des intellectuels graves s'interrogent. Ainsi, à l'occasion de la disparition de Soljenitsyne, Christophe Barbier écrit-il (*L'Express* du 07/08/08) : « Hier installé dans le confort du bien et du mal, du noir et blanc, le monde aujourd'hui patauge dans le gris. Faut-il s'effrayer du « retour des nations » ou se réjouir devant ce puzzle post-impérial ? Respecter une Russie forte, pôle d'équilibre, ou combattre l'ours ? Prendre en compte les aspirations spirituelles des peuples ou défendre l'âge laïc ? »

La vraie question, posée par M. Barbier lui-même, est celle de l'humanisme dont se réclame et s'enorgueillit l'Occident : « qu'il est difficile d'être humaniste dans un monde qui ne l'est presque plus. »

Tout le monde sait que, depuis la Renaissance, l'Humanisme est l'apanage de l'Occident. Comment doit-on réagir lorsqu'on apprend qu'il y a très peu d'humanisme dans ce monde-là ? Tant que c'était nous qui le disions, cela apparaissait comme de la malveillance. Il se passe la même chose avec la création de l'Occident : l'Etat d'Israël. Tant que c'est le

monde arabe ou musulman qui dénonce les pratiques de l'Etat sioniste, on crie à la malveillance, à l'antisionisme et même à l'antisémitisme. Et les Occidentaux s'indignent. Aujourd'hui, ce sont des Israéliens et les juifs d'Europe qui dénoncent le caractère colonialiste, brutal et suicidaire des dirigeants d'Israël et la complaisance coupable de ses alliés. De même, en Occident se lève un vent de contestation des « valeurs » libérales occidentales. L'alter-mondialisme n'est pas, du moins nous l'espérons, qu'un épiphénomène qui accompagne les grands-messes des dirigeants de pays nantis de la planète !

L'Amérique et, dans son sillage, le monde occidental, ne semblent plus représenter un modèle.

D'ailleurs cet ensemble a simplement *imposé* son modèle, par la puissance et par les armes. Est-il besoin de faire la liste des conflits dans lesquels les USA se sont compromis et enlisés, sans jamais tenir compte des dégâts ou de leurs échecs ? Mais on semblait résignés : ils le faisaient pour la liberté et le triomphe de la civilisation occidentale…

Aujourd'hui, le modèle est encore puissant mais épuisé. Il n'a fait la preuve, grâce à l'Amérique, mais aussi à l'Europe, que de sa rapacité, de sa violence envers les faibles (en particulier contre les Indiens des Amériques) et de son mépris du droit (en Irak et partout ailleurs). Ses valeurs ne peuvent être partagées par un monde qui se bat la plus grande partie du temps pour survivre. On n'apprécie pas les valeurs occidentales de la même manière selon qu'on vit sur les rives de la Seine, à Wall Street, à la City, ou sur les rives du Niger ou du Sénégal. Il y a, pour les pays pauvres, des priorités collectives qui ne coïncident pas avec les luttes qui se mènent dans le monde occidental.

Le modèle n'est pas exportable et le premier combat est celui qu'on mène contre la pauvreté. Ce n'est pas un mystère et ce n'est pas une contre-vérité : l'Occident meurt (globalement) de l'abondance, le reste du monde (y compris la Chine et l'Inde et dans une large mesure, la Russie postcommuniste) meurt de la pénurie. Il ne faut donc pas déplacer le problème !

Bien des observateurs estiment que le XXI^{e} siècle sera asiatique. L'Europe elle-même peut et doit s'émanciper des USA : c'en sera fait, alors, de la puissance « occidentale », car le Canada a déjà montré son agacement devant l'impérialisme méprisant de la Maison-Blanche. Le président Obama lui-même a incité (à propos de l'OTAN) les Européens à penser d'abord à une vision européenne.

Depuis que l'on demande un monde multipolaire et qu'on reproche aux Américains leur unilatéralisme ! On s'aperçoit quand même, hélas, qu'il y en a pour qui le gaullisme est bien mort, autant en ce qui concerne les

rapports avec les Etats-Unis qu'en matière de construction de l'Europe, qu'en ce qui concerne la politique étrangère, en particulier en Afrique et au Proche-Orient. Tout cela n'est pas sans impact sur l'état d'esprit des opinions, et celle des arabo-musulmans en premier, car ils ne peuvent faire taire la fibre qui vibre en eux pour cet Occident qu'ils ont « pratiqué » pendant des siècles.

Avec un attelage formé des Chinois, des Indiens, des Russes, du Proche et du Moyen-Orient, auxquels il faut ajouter l'Amérique latine, et les pays peu développés, l'avenir doit paraître bien sombre aux dirigeants occidentaux ! A moins d'un changement d'attitude (pourquoi pas avec Mr. Obama ?), il est fort possible que nous assistions au déclin d'une civilisation qui a brillé par ses excès de confiance dans la force et la supériorité matérielle et intellectuelle sur les valeurs de justice et de solidarité. G. Bush aura fait, avec son père et le cow boy Reagan, un travail remarquable dans l'effondrement du culte du libéralisme sauvage et de l'« occidentalisme ».

Jusqu'à présent, on imposait par la force des armes ou des discours mensongers. Nous avons rejeté ces mystifications, ce n'est pas pour les retrouver portant un nouveau masque ! Je ne cache pas ma préférence pour les contre-pouvoirs dont l'existence est compromise depuis 1989 (chute du mur de Berlin), qu'ils soient russes ou chinois ou sud-américains. Après tout, trois siècles d'« humanisme » et d'esprit révolutionnaire (si on considère que la Révolution française est l'événement qui inaugure l'ère de la Liberté et des Lumières dans le monde…), c'est une belle longévité, par rapport au « système » soviétique qui n'a vécu que 72 ans…

Prenons donc soin de nos intérêts nationaux et ne cherchons pas à réaliser un hypothétique bonheur universel. Cela n'exclut absolument pas une coopération fondée sur l'intérêt et le respect mutuels. Quant à la situation à laquelle les puissances ont amené le monde, elle porte malheureusement la marque des empires (d'abord britannique et français, voire espagnol et portugais, puis soviétique et américain). Que dire lorsqu'il ne subsiste plus qu'une seule superpuissance !

Pour ces raisons, je suis un inconditionnel d'une ONU très renforcée et parfaitement autonome pour pouvoir être neutre. C'est une utopie qui vaut toutes les magouilles « internationales » qui mettent l'OTAN au cœur de la politique mondiale. Les premiers discours et premières actions du président Obama montrent à l'évidence que ces aspirations n'étaient pas absurdes. Nous avons simplement traversé deux décennies terribles avec le pouvoir de néoconservateurs américains secondés par les Européens.

Plutôt que de s'interroger sur la manière de combattre le terrorisme, il est peut-être temps de s'interroger sur les raisons qui le rendent possible.

Mais je ne pense pas que cette question intéresse beaucoup de monde, du moins parmi ceux qui détiennent les pouvoirs politique et économique, quelle que soit la puissance des pays.

Qu'observons-nous, lorsque nous sortons des limites françaises, voire européennes ? Une superpuissance qui, au nom de la liberté et de ses intérêts, a pris l'habitude de mépriser les lois et la morale internationales, ne reculant ni devant la manipulation, ni même devant le mensonge. En somme, la raison du plus fort est, plus que jamais, la meilleure. Les raisons qui engendrent la révolte, les crises, les violences ? On n'en a cure. On ne veut pas les entendre. Pourquoi croit-on que les pays pauvres aient choisi la Libye pour présider la Conférence « Droits de l'homme » de l'ONU ? Et pourquoi croit-on qu'ils récidivent en choisissant le Zimbabwe, pour présider la Conférence pour le Développement durable ? C'est leur façon de « chahuter » les organismes sérieux, solennels, mais terriblement coincés par le jeu des grandes puissances. C'est la vengeance des petits, comme dirait l'humoriste. Tant qu'on ne s'intéressera pas aux origines du mal, on ne progressera pas d'un pas vers la « paix universelle » que tout le monde, sincèrement ou hypocritement – surtout hypocritement – appelle de ses vœux. En attendant, « c'est au nom du bien qu'on tue, c'est pourquoi il n'existe plus de sentiment de culpabilité » (Boris Cyrulnik, cité par Richard Cannavo, dans sa chronique Jour de haine, Télé Obs., 26 mai 07). Et ceci est valable pour absolument tous les bords : islamistes comme néoconservateurs américains et leurs admirateurs.

2
Laïcité, islam, crise de civilisation

A. « Islam de France » : des poids et des mesures…

L'islam n'existe en France que sous la forme d'une population qui n'est même pas identifiable comme une communauté. S'il est cependant universel, et même s'il existe une douzaine d'islams « différents », il doit préserver son unité, son unicité et son universalité.

Qu'est-ce qui doit primer, de l'universel ou du singulier ? La réponse est évidente : le sens de l'histoire est un va et vient permanent de l'un à l'autre. On ne saurait privilégier l'un ou l'autre, sous peine de faire chavirer le vaisseau.

Les philosophes mettent en avant les « valeurs universelles », cela ne les empêche pas d'envisager l'existence du singulier. Cela semble le cas en matière de laïcité (liberté individuelle et droit collectif ne sauraient être dissociés, encore moins opposés sans échec), même si l'objectif demeure la défense des droits et libertés individuelles et s'il semble avoir pris le pas sur le salut collectif.

Depuis bientôt un demi-siècle, la défense des droits et libertés individuelles semble avoir pris le pas sur celles des valeurs collectives et nationales. Du coup, certaines libertés et certains droits font l'objet d'une vigilance et d'une suspicion tout à fait particulières. J'entends : les libertés religieuses. (Cf. Jean-Claude Guillebaud, *Comment je suis redevenu chrétien. Points – Essais 2006).* Ainsi, les propos du pape font l'objet de critiques systématiques et violentes, en particulier en ce qui concerne la famille et la sexualité, deux domaines dans lesquels les libertés des mœurs ont pris l'aspect d'une véritable révolution. C'est par ailleurs l'islam qui fait l'objet d'un rejet sensible, également à cause de son attitude vis-à-vis des libertés individuelles, sexuelles et familiales.

On pourrait transposer terme pour terme les propos de Joël Roman, relatifs à la situation coloniale, aux dernières années : « Quand vient le temps de la confrontation [= choc des civilisations ou confrontation islam – Occident, depuis la Révolution iranienne. C'est moi qui précise.], le musulman cesse d'être seulement le non-citoyen [= en l'occurrence, l'immigré] pour prendre le visage de l'ennemi et de la menace », ce qui sera « justifié » par le terrorisme (retentissement extraordinaire des attentats du 11 septembre 2001), la violence et tous les péchés imputés à l'islam considéré comme non assimilable, non soluble dans la laïcité. Et ce faisant, alors que l'on rameute l'opinion, le Législatif, l'Exécutif et le Judiciaire pour combattre son impérialisme et son caractère liberticide, on continue, s'agissant des religions, à tenir un discours libéral en contradiction flagrante avec les pratiques et à dire en particulier que la laïcité n'est pas l'ennemi des religions, qu'au contraire, elle les permet et les protège !

Sur le fond, un problème sérieux demeure, qu'il ne faut certainement ni occulter ni même minimiser, qu'il s'agisse d'ailleurs du monde laïc ou de celui des religions : pour les uns, la seule valeur absolue, c'est l'Homme ; c'est le sens même de l'humanisme que défend l'Occident. Pour le musulman, quelle que soit son obédience, l'Homme ne saurait être considéré comme une valeur absolue, une « fin » : la seule fin qui vaille, c'est la gloire de Dieu et l'action humaine n'a qu'un objectif : mériter, au cours de la vie terrestre et à travers l'action en ce monde, le séjour des « gagnants » (*muflihûn),* dans l'Au-delà. C'est une différence importante, aussi importante que le dogme de la Trinité ou la divinité du Christ.

A partir de ce principe fondamental, c'est l'action humaine, toute l'action humaine, qui est en question. Il n'est pas indifférent de placer cette action sous le regard direct de Dieu ou sous le regard des lois conçues par les hommes, même si ces lois se disent d'inspiration universaliste, rationnelle, émancipatrice : à la base, il n'y a pas la même référence, le même principe, le même absolu. Lorsqu'on sait les abus que l'on fait en Occident de la notion de liberté, on comprend le différend que cela peut créer.

En ce qui concerne les ressorts de l'action humaine, le musulman considère que si Dieu est parfait, Sa Loi ne peut être que parfaite. Or la Loi divine a été révélée à l'homme dans la Torah, l'Evangile et le Coran. Pour le musulman, la Loi est le Coran. En substance, on peut résumer la philosophie de l'islam ainsi :

Dieu n'aime pas la corruption et le désordre sur sa terre et nous indique comment les éviter et les combattre. C'est ce combat qui oriente notre action et nous conduit dans le choix et l'accomplissement du bien et dans

le refus du mal, ce que Mme Antonioz-de Gaulle appelle « être proche ». Dans ce combat, une place essentielle est réservée à la solidarité, c'est-à-dire aux pauvres et aux faibles : ils doivent occuper le plus important de notre attention.

Contrairement à ce que l'on croit assez couramment, l'islam n'est ni rigoriste ni ascétique, même s'il nous invite à nous libérer des appétits terrestres et des pulsions qui sont très souvent mauvaises. Conformément à sa nature même (« religion des deux vies, des deux mondes », des « deux rives »), il nous invite à jouir pleinement de la vie terrestre et des biens que Dieu met à notre disposition dans la nature, en respectant les équilibres sociaux et naturels. La condition est, en permanence : ne pas perdre de vue les périls qui nous guettent et demeurer vigilants pour ne pas tomber dans l'excès, l'égoïsme, l'injustice, l'anarchie des appétits humains. En somme, une liberté « guidée » par la Loi. Une idée devenue insupportable en Occident où l'on ne parle plus que des droits de l'homme et de l'islam liberticide : l'Occident exalte la Liberté, ce qui l'entraîne nécessairement sur la pente de l'excès.

Ce qui est amusant, en un certain sens, c'est que l'image de l'Occident présentée par la quasi-totalité des philosophes, penseurs et moralistes est absolument désastreuse. Chaque semaine, en lisant certains éditoriaux de magazines, on a le sentiment d'être vraiment au fond du gouffre et pas près d'en sortir. Les mœurs des politiques, des financiers, des masses populaires sont une négation permanente des beaux principes de liberté et de démocratie que l'on affiche et que l'on prétend imposer à l'extérieur.

Ce tableau apocalyptique comprend autant l'Ancien que le Nouveau-Monde. « … fatigue de l'esprit, exténuation. Le débat démocratique n'intéresse plus vraiment par lui-même. […] Il est devenu barbant parce qu'il est ordinairement sans vision, sans représentation de l'avenir. Qu'est-ce à dire ? Chez nous, en Occident, règnent encore – mais pour peu de temps – l'indolence et la profusion des marchandises. Les temps ne sont durs que pour quelques-uns. […] En réalité, l'enrichissement continu sur lequel nous avions fondé, après guerre, nos systèmes démocratiques et gagé la paix sociale apparaît crûment pour ce qu'il était : moins un destin garanti qu'une temporalité éphémère, une phase hors norme du destin occidental. Chacun sent obscurément que la fête est finie… Du coup, le modèle européen s'en trouve virtuellement ruiné. » (Jean-Claude Guillebaud, *Vite, un humoriste !* Chronique du *NO* du 19 au 25 juin 2010).

Et pourtant, combien d'êtres humains se gavent littéralement aujourd'hui, dans les belles républiques démocratiques et libérales (même s'ils ne constituent qu'une minorité, mais c'est précisément ce qui rend le

fait scandaleux), alors qu'un pourcentage effrayant de l'humanité n'a pas à manger et ne dispose pas de soins ni d'eau potable ?

Ce spectacle de désenchantement finit par s'immiscer jusque dans la conscience des « hôtes » de l'Occident qui finissent par se demander : « C'est donc cela la civilisation, la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, l'opulence ? » Ils sont à leur tour désenchantés et se raccrochent à leurs valeurs d'origine, d'autant qu'ils ne les ont jamais vraiment quittées.

Pour sauver les apparences, l'homme occidental a inventé ***l'action humanitaire*** qui se réduit à la charité, qui plus est, une charité dangereuse. Une grande économiste zambienne, Dambisa Moyo, a expliqué comment le continent le plus pauvre de la planète était « malade de l'aide. » (*Nouvel Observateur* du 15 au 21 octobre 2009). Bien sûr, il ne faut pas confondre l'aide (des Etats riches) et l'humanitaire (ONG), ce dernier n'intervenant que dans les situations de péril et d'urgence. Cependant, le résultat semble parfois identique lorsque, en particulier en Afrique, les deux sont détournés par des régimes corrompus, vassaux des régimes occidentaux. Est-ce un hasard si Kadhafi est devenu l'ami de Berlusconi qui ne peut rien lui refuser et si le Gabon demeure le grand ami de la France qui ne peut, non plus, rien lui refuser ?

Or l'humanité a besoin de justice, pas de charité ! C'est un peu comme le drame des agriculteurs français, et en particulier des producteurs de lait : ils demandaient la revalorisation de leur travail et de leur production, c'est-à-dire le soutien des prix, on leur sert une aide et un prêt ! C'est cette conception de l'homme, du travail et de la politique que nous refusons : les aides ne font l'affaire ni des paysans occidentaux (européens et américains), ni celle des paysans du reste du monde, soumis à une concurrence déloyale.

Les institutions humaines (occidentales) sont devenues inopérantes et ont été perverties, l'humanisme est en régression et l'environnement naturel a terriblement été mis à mal. Ce sont d'ailleurs des tenants de la liberté et de l'humanisme qui font ce constat ! Ils ont compris qu'une liberté qui s'autorégule, sans contrôle et sans responsabilité, était un suicide programmé de la planète et de l'espèce humaine. Et les solutions préconisées ne proposent aucune rupture avec le fonctionnement même du système : l'un propose un « plan de relance » (c'est le cas de l'Amérique, experte en la matière : inonder le champ !), l'autre propose la réglementation (c'est le cas de M. Sarkozy qui semble être revenu de son *credo :* liberté totale et absolue), comme si l'on pouvait réglementer la nature humaine !

Ce qui nous inquiète, par ailleurs, c'est que nous ne semblons pas prendre le chemin d'un gouvernement de la sagesse : les solutions sont conçues, élaborées, contrôlées et mises en œuvre par ceux-là mêmes qui, au nom de la liberté et de la déréglementation, nous ont conduits au bord de l'abîme ! Souvenez-vous de la crise financière de l'automne 2008 : il a fallu renflouer les banques ! Inédit ! ***Ils*** se présentent aujourd'hui avec l'habit des médecins, des dépanneurs institutionnels, mais la croissance sur laquelle ils tablent n'est pas au rendez-vous.

L'une des plus belles illustrations que l'on puisse donner de cette philosophie est la rémunération des dirigeants des grandes entreprises qui fixent eux-mêmes, par le biais de Conseils d'Administration qu'ils président, leurs salaires et avantages ! Et plus ils en ont, plus ils en réclament ! Ainsi, ce directeur d'hôpital fait-il rénover sa villa personnelle sur le compte de l'hôpital, et ce P-D G d'entreprise de taille mondiale (plus d'un million d'euros de revenus annuels) fait-il effectuer des travaux dans sa maison aux frais de l'entreprise ! Comment peut-on défendre un tel « système » ? Ou simplement prétendre le « moraliser », quand on refuse toute mesure législative qui apparaîtrait comme une mesure « anti-économique » et ferait fuir les capitaux à l'étranger ? *On* préfère *« laisser faire le bon sens » !*

C'est donc bien d'un système qu'il s'agit, un système que nous refusons parce qu'il se résume dans cette formule célèbre : « Le Renard libre dans le poulailler libre » ! Et il ne suffit pas de nous dire : « Si vous n'êtes pas contents, allez voir ailleurs » ou de menacer de nous déchoir de la nationalité française !

De même, nous refusons la standardisation de la vie et des mœurs, et pourtant, nous essayons de soigner nos travers, sans nous renier et sans lâcher la proie pour l'ombre, l'essentiel pour la futilité et la nouveauté à tout prix, le sens pour une liberté factice et illusoire.

Nous avons cru avoir trouvé un *modus vivendi* avec le monde de la liberté : nous acceptons la notion d'« atteinte à l'ordre public », telle qu'elle est définie par les différents codes du pays et nous acceptons sans hésitation qu'elle soit réprimée. Nous acceptons de même que soient réglés, selon ces codes, des cas d'atteintes à la dignité humaine ou d'anachronismes flagrants, comme la réduction en esclavage d'êtres humains, la polygamie, l'excision des fillettes, le mariage forcé et d'autres situations de viol des droits des personnes. Mais n'est-ce pas une atteinte aux droits humains et à la morale de percevoir des rémunérations faramineuses dans un pays où sept millions de personnes flirtent avec la pauvreté et le chômage ? Et je ne parle pas du reste de l'humanité ! Quand le sens de notre intérêt particulier nous fait perdre à ce point le sens de la

solidarité et de la justice, l'humanité n'est plus qu'une abstraction, une caution purement discursive.

Cependant, ce qui est, pour nous musulmans, source de malaise permanent, c'est d'abord ceci : un musulman demeure musulman même s'il se trouve momentanément dans une salle de classe, un Tribunal, une Mairie ou une Préfecture (lieux du « sacré laïc »). Sa relation à Dieu ne s'interrompt pas en fonction du lieu où il se trouve ! Il ne laisse pas, comme Pasteur, Dieu à la porte de son laboratoire ! Et c'est là le deuxième point d'achoppement : si l'homme se sent constamment sous le regard de Dieu, c'est d'abord et avant tout le produit d'une conviction, d'un sentiment intime, d'une foi : Dieu est pour lui omniprésent, omniscient, et tous nos actes sont sous Son regard direct. Mieux : tous nos gestes, tous nos actes, toutes nos pensées sont *lisibles* pour ce Témoin invisible ; à travers eux, c'est Sa satisfaction que nous recherchons, **d'abord et avant tout.** Garantir l'existence de cette foi, c'est admettre qu'elle puisse s'exprimer, se réaliser librement, et sous la forme que le sujet libre juge bon de lui donner : avec les gestes, les mots et le décorum appropriés.

En tant qu'Etat, je ne me reconnais aucun droit de décider (m'étant déclaré incompétent en matière de religieux) si la forme que le sujet donne à sa foi est valable, convenable, appropriée ou non conforme, tant qu'elle n'entraîne pas un désordre dans la sphère publique. Je ne peux la soumettre à des critères, à des finalités qui lui sont étrangers. Tout l'objectif de l'Education Nationale laïque doit donc être, **à partir de différences objectives** (on finit toujours par savoir qui est juif, qui est musulman et qui est bouddhiste ou protestant !) **et exprimées de façon libre, visible**, de **créer les conditions d'une coexistence paisible et pacifique**. Le pari, c'est d'amener cette diversité à œuvrer dans le même sens : celui de la grandeur et de l'unité nationale. Les Américains se sentent Américains et fiers d'être Américains, sans avoir besoin de laisser leur identité raciale ou religieuse au vestiaire. Je ne dis pas qu'un tel idéal soit des plus faciles, je dirais qu'il est un des plus exaltants, au lieu de ces demi-mesures et de libertés surveillées ou empêchées.

En hommage à Henri Dunant et à la Croix Rouge qui fête aujourd'hui ses 150 ans, je dirais que le rôle de l'Etat est identique à celui de la Croix Rouge : pénétrer sur les champs de bataille pour porter secours aux blessés. A nous de faire en sorte, par l'éducation et la pédagogie, par une *autorité bienveillante et neutre*, que les gens différents se blessent le moins possible. Il ne suffit pas de suspendre les différences pour supprimer les batailles. J'ai un mal fou à imaginer une existence pacifique entre des êtres différents, si les différences doivent demeurer invisibles et si l'on doit pratiquement s'excuser d'être différent ! Je suis absolument d'accord pour

que l'on réprime toute velléité de domination ou de sentiment de supériorité ou encore de sentiment de détenir la vérité. En dehors de cela, aucune limitation ne se justifie. Gribouille se jette dans la rivière par crainte d'être mouillé par la pluie : c'est ce que fait l'autorité de l'Etat qui, pour ne pas avoir de conflits entre communautés différentes, efface toutes les marques de différences.

L'Etat ne devrait pas être un **pouvoir** que l'on brigue, que l'on exerce et que l'on désire le plus vaste, le plus puissant, le plus absolu possible et le plus pérenne. On voit cependant que c'est une tentation permanente. Bien sûr, les institutions républicaines permettent à l'Etat d'œuvrer dans l'intérêt de tous les citoyens, et dans le cas de la France, on peut même se flatter d'avoir des institutions et une administration remarquables. Mais qui peut affirmer sans hésitation que dans le système bipolaire qui nous est imposé, nous soyons dans une configuration d'équité totale ? Comme un signe, le dernier livre de François Bayrou, un homme sage et modéré, trahi par tout le monde et surtout par ses amis friands de pouvoir et d'honneurs, ce livre s'appelle *Abus de pouvoir*. Tout un programme !

Chaque jour paraît un pamphlet contre la griserie du pouvoir. L'un des tout derniers est *Le sarkozysme sans Sarkozy* dans lequel Serge Portelli, un magistrat, sort de son devoir de réserve pour dénoncer une idéologie aux relents de « révolution nationale », travail, famille patrie, avec l'entrée « dans une zone grise, une zone d'Etat-limite ». « Regardez, nous dit Portelli, les constats de la Ligue des Droits de l'Homme, d'Amnesty International ou du Comité européen pour la prévention de la Torture. Lisez leurs rapports sur l'état de la police ou l'indépendance des médias : les avertissements qu'ils donnent à la France sont sans ambiguïté. Autre phénomène inquiétant, l'extension considérable des fichiers. Une situation qui déshonore la France. » (Entretien avec Aude Lancelin, *Nouvel Observateur* du 19 au 25 novembre 2009)

On pourrait se demander en quoi ceci concerne les rapports de l'islam et de la République, l'islam et la laïcité.

Dans un pays où le chef de l'Etat (en principe président de tous les Français) se présente d'abord, avant et après tout comme un chef de parti, on est fondé pour s'inquiéter pour le droit à la différence. Ce chef d'Etat prétend se présenter devant le Parlement, entrant en contradiction avec la séparation des pouvoirs. Il prétend régenter les médias, c'est-à-dire diriger l'opinion. Et comme de bien entendu, il garde la haute main sur les thèmes de la sécurité et de l'identité nationale… La visite récente en banlieue prouve son mépris pour la démocratie, lui, le garant de la Constitution : cette visite a été effectuée dans le cadre d'une campagne pour les élections régionales, pour y traiter des thèmes de l'identité nationale et de la

régularisation des clandestins ! Elle montre bien, s'il en était besoin, dans quelle grisaille démocratique nous nous trouvons et explique nos inquiétudes face aux confusions et amalgames pratiqués par un pouvoir préoccupé exclusivement d'éradiquer toute opposition : socialisme, centre, islam et que sais-je encore.

Le pire, c'est qu'une telle dérive a été annoncée et décrite avant même que cela n'advienne. On a joué sur les peurs et brandi le thème de l'insécurité (racaille et Karcher) ; aujourd'hui, on parachève le dispositif. On arrivera bien en fin de parcours à ce que les Suisses ont découvert : que les minarets, c'est contraire à la libre respiration. Et cela augmente d'autant nos inquiétudes. La tendance semble bien à la concurrence entre les droites. Et pour se justifier, les droites et leurs thuriféraires de tous bords nous disent : « C'est normal : la Gauche est muette et ne propose plus rien ». Ce qui, évidemment, est faux, mais autorise tous les abus !

Prenons un exemple qui touche aux libertés constitutionnelles, je veux parler de la liberté d'opinion et d'expression.

Lorsqu'un « philosophe » (en réalité un professeur de philosophie ; je préfère faire la distinction, car je me suis toujours fait une haute idée de la philosophie, tombée aujourd'hui aux mains de faiseurs et de propagandistes…) écrivit des textes jugés insultants par les musulmans, il y eut une belle unanimité parmi les intellectuels, les journalistes et certains hommes politiques pour défendre le droit de cet auteur à l'expression et dénoncer la terreur islamiste qui voulait museler cette liberté. Même si on concédait que, personnellement, on n'aurait pas publié de tels écrits, on défendait *mordicus* l'auteur et son droit. Ce fut, en particulier, le cas de Jean Daniel qui déclara qu'il fallait « tout faire » pour que M. Redeker pût exprimer ses idées, et dans la forme qu'il jugeait bon de leur donner, dans un contexte pourtant sensible.

Nous connûmes un autre épisode, avec l'affaire dite des « caricatures du Prophète ». Même réaction des intellectuels et des laïcs de ce grand pays. Le Tribunal débouta les plaignants musulmans et défendit la liberté d'expression, de création, d'opinion, malgré le caractère de provocation manifeste, dans le même contexte sensible

Les artistes et les intellectuels font, à chaque fois, le travail qui réjouit les politiques qui se révèlent incapables de résoudre les problèmes d'intégration de l'islam en France, se contentant d'une attitude néo-colonialiste ou de discours abstraits. En réalité, les uns et les autres expriment leur refus d'une foi que leurs ancêtres ont combattue depuis sa naissance et qu'ils n'ont jamais cessé de combattre. Il ne faut pas avoir peur des « vérités qui fâchent » ! Nous savons très bien la perception qu'on

a de l'islam en Occident : elle est entièrement basée sur l'ignorance et les préjugés !

Dans les deux cas que je viens d'évoquer, il s'agissait de libertés constitutionnelles inaliénables. Les beaux esprits ont défendu ce caractère non seulement dans l'esprit mais dans la forme. On a vu pourtant que, dans chacun des cas évoqués, l'exercice de cette liberté s'était traduit par un certain « désordre », à la fois au plan français, mais également sur le plan international, et la France a fait l'objet de mouvements d'humeur dans de nombreux pays musulmans, très peu en France même. Pour les deux affaires, il n'y eut de la part des musulmans ni émeutes, ni désordre qui nécessitassent l'intervention des chars et de la troupe. On s'est quand même drapé dans sa dignité offensée en déclarant que la France n'avait pas à recevoir de leçons, encore moins d'ordres d'extrémistes barbares et enragés. On a ainsi accentué un malaise parce qu'il était « hors de question de céder à la barbarie », dressant des communautés les unes contre les autres. Et l'on s'étonne encore qu'il y ait eu des sentiments antisémites et un octobre 2005…

Nous avons souvent dénoncé l'existence d'un système à deux poids, deux mesures : nous y sommes, très précisément !

La liberté du culte est garantie, dans ce pays. Est donc garantie avec elle la possibilité de lui donner la ***forme*** que le sujet ***libre*** choisit de lui donner, et cette liberté est inaliénable, comme l'est la liberté d'expression ou la liberté syndicale ou encore la liberté de circulation, toujours dans le cadre de l'ordre public et de la cohésion sociale. Précisons que « cohésion sociale » ne signifie pas que chacun renonce à ses caractéristiques, mais une volonté de vivre ensemble tout en étant différents. Pourquoi, alors, autorise-t-on et même encourage-t-on une liberté dont l'exercice est insultant pour une partie de la Nation, alors que tout le monde se lève pour protester jusqu'à vouloir interdire une forme d'expression qui, objectivement, est autorisée et même protégée par la laïcité, ne crée aucun désordre (sinon par son caractère insolite, exotique, étranger) et n'offense que des fanatiques du laïcisme ? Où est l'atteinte à la Laïcité et à la République dans le fait, pour une chercheuse qui travaille dans un laboratoire, loin du public, de porter un signe de sa foi, je veux dire un foulard ?

Il est conseillé aux musulmanes, à l'instar des épouses du Prophète, de se masquer les cheveux et de n'apparaître que derrière un « voile », c'est-à-dire derrière un rideau (*sitâr* ou *hijâb*), parce que le *hayâ'*, le *sitr* (intimité, pudeur, protection des regards) est un élément essentiel de la culture islamique, que tout le monde connaît ou devrait connaître ! On ne viole pas l'intimité par l'indiscrétion ou le voyeurisme, comme c'est, hélas, trop

fréquemment le cas dans le monde moderne ! Ce « voile » a fait couler beaucoup d'encre, de larmes et de sang. Cela revient donc à reprocher à des croyants un des aspects essentiels de leur croyance et, partant, à **empêcher l'exercice d'une liberté constitutionnelle**. Et tout est pour le mieux, dans le meilleur des mondes libres !

Qu'on me pardonne une trop lourde insistance, mais j'ai le plus grand mal à comprendre pourquoi, dans ce pays, on a le droit de **tout dire** et **de la manière que l'on juge appropriée**, même si cela blesse une fraction de la population, alors qu'un fichu sur la tête d'une femme rend malade tout le landerneau politico-médiatique et jusqu'à la vénérable Université ! On peut montrer son nombril ou son poitrail en public, mais on n'a pas le droit de se couvrir les cheveux ! Je caricature à peine.

En théorie, sans prosélytisme et sans désordre sur la voie publique, c'est un droit absolu de porter un foulard. Lévi-Strauss lui-même que tout le monde a encensé parfois sans même connaître son œuvre, a dit que cette « affaire » de foulard était tout au plus « une impolitesse ». J'ai essayé d'expliquer la véritable signification du « printemps des foulards ». Si le désordre naît du simple fait d'arborer un effet vestimentaire, la laïcité est bien souffreteuse ! Pourquoi dès lors ne pas imposer un uniforme (à l'école, par exemple) ?

Naturellement, l'opposition a prévu la parade et des dispositifs légaux et règlementaires ou philosophiques scélérats pour briser au coup par coup toute résistance : on a déclaré que c'était le signe d'une aliénation ! A la pointe du combat étaient des féministes. Ces dames et ces messieurs sont-ils si satisfaits de la situation des femmes en France ? D'autre part, si c'est une question de libération, pourquoi les femmes de 2010 devraient-elles utiliser les arguments et les armes forgées pour les années 70 ? Enfin, je me permets de rappeler que les Américains ont détruit l'Irak pour le… libérer.

J'ai déjà dénoncé l'argument hypocrite des libérateurs des femmes : il est sans doute valable mais la méthode ne l'est pas. D'autre part, si une quasi-Docteur ès sciences ne sait toujours pas où elle en est sur le plan de la philosophie, de la liberté et de la foi, je désespère de l'Université ! On reproche aux autres de faire des femmes d'éternelles mineures, comment qualifier cette posture qui consiste à « les protéger » malgré leurs revendications, en refusant d'entendre leurs dénégations ou leurs protestations, les enfermant ainsi dans une catégorie incapable de décider, qui a besoin de tutelle et de protection ?

Quel manque de sincérité ! Il faudrait avant tout établir le nombre de fois où le « voile » est imposé. On aurait de grandes surprises ! Tout au plus est-il imposé par une sorte de mode vestimentaire venue d'Orient.

Mais ce qui est certain, c'est qu'il a fini par devenir un outil de contestation de la situation faite à l'islam parce qu'il est issu de l'immigration, une engeance dont on ne veut plus, surtout si elle devient visible et contestataire. Je sais très bien ce qui se dit, y compris dans les cercles du pouvoir : « Mais pour qui se prennent-ils ? Jusqu'où cela va-t-il aller ? *C'est pas* eux qui vont faire la loi chez nous ! » Et ainsi de suite !

Quant au procédé, il est détestable : attendre (pour la refuser !) la soutenance de la thèse est inqualifiable et parfaitement indigne d'un Conseil scientifique. Il devrait d'abord plancher sérieusement sur le contenu de la Loi sur la laïcité : elle est d'un libéralisme qui la place au-dessus des petites misères et des tyrannies liées à l'exercice du pouvoir.

Non, vraiment, tout cela a des relents qui ne rassurent pas et je suis, je l'avoue, très surpris de l'étonnement face à la décision des Suisses d'interdire les minarets, de la part de gens qui ne supportent pas la vue d'un foulard… Il est vrai que l'islam pourrait fort bien se passer de foulards et même de minarets (ces derniers étant destinés à l'appel à la prière). Le mieux ne serait-il pas, au fond, de se passer totalement d'islam ? C'est ce que vient de déclarer le nouveau Premier ministre des Pays-Bas… Il faudrait alors réviser les lois qui prétendent ne pas attenter aux cultes, les accepter et les protéger.

Ceux qui disent aujourd'hui que les pays qui n'acceptent pas des lieux de culte chrétiens ou juifs sur leur sol n'ont pas à installer leurs lieux de prière sur le sol d'autres pays oublient un peu le passé et n'ont donc raison qu'à moitié : à l'époque coloniale, la terre d'Afrique et d'ailleurs s'était couverte d'églises, et on n'avait même pas demandé leur avis aux indigènes.

B. Revenir à une vision libérale et émancipatrice de la laïcité

Si l'objectif est de favoriser la coexistence harmonieuse et pacifique entre des convictions et des philosophies **différentes**, dans la tolérance, c'est-à-dire le respect mutuel, cela ne saurait se ramener à une série d'interdictions ou d'autorisations. Elle devrait être, au contraire, une mise en présence réelle et permanente des différences afin que les sujets en prennent connaissance et, en connaissance de cause, apprennent à maîtriser leurs réflexes de rejet de l'autre. A ce compte-là seulement, elle serait une éducation au sens le plus plein et le plus noble du terme. En évitant de révéler des différences, qui transpirent, de toute façon, on s'évite la confrontation qui, pour être maîtrisée, doit au contraire s'exprimer. On ne dresse pas un chien en lui arrachant les dents ni même en lui imposant en permanence une muselière ! Et c'est d'autant plus gratifiant pour les humains qu'on peut les amener à comprendre et à intérioriser la « valeur »

que représente l'être humain, leur assigner des objectifs et des moyens pour atteindre des fins. La laïcité qu'on nous présente parée de toutes les vertus est devenue une fin en soi, non un moyen d'éviter les dérapages et les incompréhensions : **elle les rejette hors de son champ** aseptisé et de plus en plus stérile.

Je ne jette pas aux orties les bienfaits de la laïcité, je constate qu'elle n'est, tout au plus, dans la société d'aujourd'hui, qu'un cri de ralliement contre un danger qui est en réalité beaucoup moins grand et moins terrible que les périls qui menacent et même qui minent la société, et qui se nomment individualisme, absence de projets mobilisateurs, ersatz de liberté et de démocratie, dissolution des liens qui fédèrent la Nation et nous rattachent à l'humanité et à la nature… A côté de cela, le fait d'apparaître la tête nue ou couverte d'un chiffon me semble d'un intérêt vraiment secondaire et le branle-bas de combat sonné pour combattre les *infidèles* à la laïcité, tout à fait d'un autre âge. J'ai été fixé lorsque j'ai entendu des laïcs purs et durs prôner l'exclusion des élèves voilées : belle façon de les libérer ! A côté de cela, d'autres enseignants se dévouaient pour leur donner des cours particuliers afin qu'elles puissent quand même suivre leurs études ! Comme le précise Jean Baubérot, la laïcité est basée avant tout sur l'instruction, dans tous les domaines, à tous les niveaux et à tous les âges de la vie. Il se trouve que l'instruction aussi a changé ; elle ne se préoccupe plus de la morale nécessaire au vivre ensemble, mais de diplômes, de compétition et de travail professionnel. La gestion comptable de toutes les institutions (en particulier sous les gouvernements de droite) mine le « modèle social français » : éducation, justice, travail, retraites…

Dans notre entendement, je le répète, **c'est l'Etat qui est, qui doit être laïc, c'est-à-dire neutre, pas la société, ni, à plus forte raison, les religions**. Il ne faut donc pas qu'il y ait de crucifix ou d'autres symboles religieux dans les salles de classe des Ecoles, les Mairies, les Tribunaux ou les Préfectures, Ministères ou autres lieux où la République est censée accueillir ses citoyens sans distinction de race, de religion ou de fortune. Ainsi, le citoyen est assuré qu'il ne sera pas perçu, traité et éventuellement jugé à travers un regard dominé par le judéo-christianisme (puisque tout le monde se réclame de l'héritage judéo-chrétien). Il me semble d'ailleurs que c'est bien ainsi que l'on concevait la laïcité : une limite à l'influence et au pouvoir religieux sur les esprits et en particulier, l'esprit des agents de l'Etat. Les maîtres, comme le demandait déjà Jules Ferry et comme l'ont demandé des responsables de nos jours, doivent faire montre de la plus grande délicatesse lorsqu'ils abordent le terrain religieux avec des enfants. Comme la Justice qui n'en est qu'une expression entre autres, la République doit avoir un bandeau sur les yeux, lorsqu'elle accueille ses

citoyens. C'est pour cela que nous la chérissions : elle traitait tous ses fils sur un pied d'égalité absolue, quelles que fussent leurs convictions intimes, dont elle se portait en outre garante et qu'elle protégeait. Il n'y avait pas besoin d'un uniforme et, du moment qu'on ne pratiquait pas ouvertement de prosélytisme, qu'on ne perturbait pas l'ordre public, on avait le droit de vivre et de pratiquer librement sa foi. Je n'ai jamais pu concevoir la laïcité autrement ! Si la République ne peut refuser de recevoir un citoyen à cause de sa couleur, elle ne peut davantage le refouler à cause de son costume, fût-il exotique, original ou excentrique, *car il n'est excentrique que du point de vue de celui qui regarde*. Dieu sait que nous en voyons, des costumes excentriques, tout simplement pour des raisons de mode, donc de liberté ! Et cependant, par respect pour la différence, nous nous interdisons de réagir. Seule peut se poser la question de la décence, et encore : elle est parfois largement bafouée !

Lorsque je vais en randonnée avec mes amis et parfois même avec des inconnus, à l'heure de la pause, chacun sort de son sac la nourriture qu'il a apportée. Pour l'un, c'est du pâté ou du saucisson, pour l'autre, ce sont des œufs durs ou du fromage… Et lorsque, sans penser à mal, un compagnon me propose un verre de vin ou une tranche de jambon, je décline en expliquant ma particularité, sans qu'on en fasse… un plat, encore moins une tragédie.

Dans une même collectivité réellement tolérante et respectueuse des convictions de chacun (ce qui revient au même, si la tolérance n'est pas une simple abstraction), la liberté consiste à laisser à chacun la possibilité et le droit de manger ce qu'il veut, **sans qu'il ait à se cacher**, tant qu'il n'oblige personne à l'imiter. Devons-nous, comme ce prêtre, pousser le zèle jusqu'à ne pas vouloir manger notre saucisson parce que nous sommes en présence de musulmans ? Ou comme cette dame, fervente chrétienne, qui refuse de manger parce que ses étudiants, musulmans, accomplissent le jeûne du Ramadan ? Nous sommes alors dans une dimension différente, qui n'est pas celle de la simple tolérance mais celle de la *sympathie.* Nous n'en demandons pas tant !

C'est précisément le pari de l'éducation d'amener les gens au respect des différences et à la coexistence paisible. Mais qu'est-ce que des différences qui doivent demeurer invisibles ? Qu'est-ce que la tolérance dont tout le monde s'emplit la bouche, si l'on n'est jamais mis en présence de l'Autre en tant qu'être différent mais pourtant respectable ? Même Jean Daniel, qui appellerait plutôt à l'éviction du religieux, déclare que la meilleure façon de s'accepter consisterait à s'interroger sur ce qui nous distingue, sur nos différends et nos différences, plutôt que sur ce que nous avons en commun ! Qu'est-ce qu'un « échange » qui se limiterait à ce que

nous avons de commun ? Qu'est-ce qu'un système de valeurs qui se réduirait à un *corpus* d'indications qui gomme tout particularisme ? Incontestablement, il ne s'agit que d'un univers dans lequel, pour éviter les conflits (c'est-à-dire le propre d'une société vivante), on décrète que les conflits… n'existent pas !

Certes, nous connaissions déjà la dictature des 51% et le rôle symbolique de l'opposition parlementaire, mais là, il s'agit de la réalité intime des gens. Un groupe peut partager des « valeurs » nobles et multiples : goût de la marche, amour de la nature, écologisme et bien d'autres aspirations qui consolident les vertus de la communion et créent l'amitié. « Sans avoir à se cacher » est une condition incontournable, sinon, il n'y a ni laïcité, ni, par conséquent, tolérance, ni, du coup, liberté. A vous de trouver l'éducation qui va avec ! On se moque souvent de l'éducation des pays totalitaires (Chine, Corée, pays musulmans), que fait-on de vraiment *supérieur* dans un pays où tout le monde pleure sur la disparition des repères et des valeurs, d'où l'humanisme se retire, cédant aux coups de l'individualisme et de l'indifférence et où, par crainte des conflits ou par incapacité à les régler, on décide d'en interdire les possibilités de survenue ? Cela rappelle quelque peu la méthode Coué !

Le problème est donc un problème d'intégration sociale. Mettez-vous à la place d'un homme ou d'une femme vivant dans un pays libre et démocratique qui s'aperçoit qu'il n'intéresse la société – aussi bien l'Etat que les particuliers – qu'à cause du costume ou de la barbe qu'il porte, alors qu'à toutes ses demandes d'attention, d'intégration, la société demeure sourde et muette. Vous comprendrez que ceci, ajouté à tout ce à quoi il doit renoncer, constitue la fameuse « vie meilleure » à laquelle aspirent la plupart des gens qui demandent asile à la France.

C. La crise et son cortège de peurs

Les « affaires » islamiques qui se sont produites en France et qui ont commencé avec le « foulard » n'ont à voir, à mes yeux, qu'avec des notions « falsifiées », et cela, du fait d'un contexte politique national (français) et international (conflits du Proche et du Moyen-Orient) troublé, sérieusement perturbé, probablement depuis la Révolution iranienne et même depuis l'irruption du sionisme, ainsi que d'une intensification de l'immigration, d'Europe vers Israël et d'Afrique vers l'Europe et vers le Nord, d'une manière générale. Il ne faut donc pas tout mélanger ! Ces trois éléments ont servi de facteurs perturbateurs dans une situation de double crise : une crise économique qui, au lieu de se résorber, s'aggrave, et une crise des valeurs dans une civilisation occidentale qui a vieilli et qui arrive au bord du vide, malgré l'opulence et la modernité. (Ce que Luc Ferry

appelle la « mélancolie démocratique » qui résulte, en grande partie, de la laïcisation du monde). Cette civilisation doute de ses fondements et de ses valeurs (qu'on se rappelle Mai 68 qui se voulait une rupture avec « le vieux monde »), malgré soixante ans de paix et le mirage d'une croissance illimitée qui s'essouffle aujourd'hui. Les musulmans, puisqu'il s'agit d'eux, considèrent que cette crise d'identité est essentiellement le résultat du recul de la foi et du triomphe des valeurs matérialistes. Les Occidentaux résistent encore à cette analyse et s'arc-boutent, en particulier les Droites nationalistes, en France comme ailleurs, sur leurs passés éclairés aujourd'hui par les historiens, passés qui se révèlent en demi-teinte, pour ne pas dire ternes et responsables des tensions actuelles du monde : colonialismes, dictatures (Espagne, Portugal, Grèce), fascismes… On aimerait bien oublier tout cela, mais cela vous colle à la peau. C'est dans ce cadre que naissent des nostalgies et des désirs peu avouables de « purification ».

Je ne trahis aucun secret : ces réflexions remplissent les ouvrages d'historiens que j'ai été amenés à consulter et que n'importe qui peut lire ! Quant à l'actualité, elle est parfaitement désespérante : n'importe quelle gazette vous l'apprend dès les premières lignes.

Dans cette situation, l'émergence de l'islam radical avec son corollaire regrettable, le terrorisme, était pain bénit pour exporter l'agressivité naturelle vers l'« axe du mal » et tenter de détourner l'attention de la crise intérieure vers un ennemi tout indiqué : un islam critique à l'égard de l'Occident et de sa civilisation, irrationnel, violent, anti-démocratique, liberticide, rétrograde et que sais-je encore. Nous nous attendions bien à ce que l'Occident ne nous fît pas de cadeaux, après cinq siècles de domination ! Mais là, la mesure déborde !

Depuis l'éclatement du communisme soviétique et après la fin de l'arabisme anticolonialiste et anti-sioniste, l'opposition à l'Occident est incarnée par l'islamisme, antioccidental et « antisémite ». Voilà donc « l'analyse » que l'on fait, en ce début de XXI^{e} siècle. Comme toujours, tout n'est pas faux dans ce tableau. Cependant, il faut essayer de savoir à qui profite certaines spéculations, certaines manipulations…

C'est un réflexe de peur qui est à l'origine de cette véritable phobie qui s'est emparée de l'Occident, interférant avec des problèmes de géostratégie et d'intérêts divers. Et cette peur est entretenue, alimentée.

D. « Le dessous des cartes »

Depuis la Révolution iranienne, nous sommes effectivement en présence d'un islam agressif qui fait peur. N'a-t-il pas renversé le régime du shah, allié des Américains ? Décomplexé et conquérant, cet islam ne

désespère pas de retrouver sa gloire en tenant tête à l'Occident et en particulier aux Etats-Unis, mais également aux régimes arabes considérés comme des traîtres à l'islam et des collaborateurs de l'Occident, d'où une alliance objective entre l'islam radical et le sunnite Ben Laden, chef charismatique d'al-Qâ'ida. On a donc tout naturellement assisté à la diabolisation de l'islam radical iranien et au brandissement du spectre de guerre sainte.

Les lobbies sionistes ne sont pas étrangers à cette propagande qui recourt souvent à l'antisémitisme comme argument suprême pour combattre ce regain de vitalité menaçante de l'islam, jouant sur le sentiment de culpabilité de l'Occident né de la Shoah. Ce n'est donc pas un hasard si Ahmadinedjad est fréquemment comparé à Hitler, et si beaucoup de diplomates humanistes et même « humanitaires » rêvaient de voir l'Iran subir des frappes américaines, ce qui lui eût rabaissé le caquet, comme ce fut le cas pour le malheureux Irak, et garanti la sécurité d'Israël. Il y eut alors une véritable croisade menée par George Bush et par les néo-conservateurs (qui comptaient, faut-il le rappeler, beaucoup d'adeptes et d'admirateurs en Europe et en particulier en France), contre des populations musulmanes, comme en Irak (à Fallouja) et en Afghanistan, avec de nombreuses « bavures », la dernière en date étant celle du 6 mai 2009.

Il existe d'autres éléments que l'Occident invoque pour se défendre et « préserver la paix dans le monde » : les idéaux de démocratie, de liberté, d'égalité, de laïcité, autrement dit les valeurs universelles dont il est l'inventeur, le modèle, le promoteur et le protecteur. On trouve ce discours dans la bouche de toutes les femmes et de tous les hommes politiques occidentaux et en particulier français. Cependant, les partisans de cette « défense » se recrutent sur tout l'échiquier : de l'Extrême-droite à l'Extrême-gauche. C'est l'union sacrée ! Même frelatées, les notions peuvent servir ! On se met donc en ordre de bataille, jouant de la peur face à l'impérialisme islamiste qui menacerait la civilisation occidentale judéo-chrétienne. Cela bénéficie du soutien actif de chrétiens et de juifs : le pape Benoît XVI et Alain Finkielkraut, même combat, contre un islam intrinsèquement violent et antisémite par atavisme culturel. Une collusion naturelle et compréhensible : ce qu'on désigne par judéo-christianisme joint à la laïcité. En elle-même une telle alliance ne me gêne pas. C'est quand elle devient l'axe central d'une politique que cela me dérange. Or, le sionisme est né, s'est développé et croît sur ce terrain-là ! Secrètement, les juifs rêvent toujours de se venger des arabes qui, en s'alliant à Babylone, provoquèrent leur exil.

Il se trouve que la fièvre qui s'est emparée de l'islam a rencontré dans la population musulmane immigrée en France et plus généralement en

Occident, un écho favorable, pour des raisons qui n'avaient pas à voir avec l'islamisme et qui sont, entre autres, la panne de l'intégration d'immigrés parfois devenus Français, mais relégués dans des ghettos, et sensibilisés aux conflits extérieurs qui mettent aux prises l'Occident et des peuples musulmans (Palestine, Afghanistan, Irak, Tchétchénie…) dans lesquels les Etats-Unis, en particulier, jouent un rôle pour le moins discutable. Mais ils ne sont pas seuls ! L'Europe veut de plus en plus jouer un rôle au Moyen-Orient où elle a des responsabilités (Liban, Israël) et des intérêts (Iran, Irak).

La solidarisation des musulmans occidentaux avec les peuples frères paraît naturelle et ne peut faire l'économie d'un certain ressentiment à l'égard de l'Occident qui ne se gêne pas pour afficher sa propre solidarité : M. Sarkozy, par exemple, étale son admiration pour les Etats-Unis et pour le Président Bush, au moment où les deux sont dans une situation qui est loin d'être glorieuse, ainsi que pour Israël, au moment même où celui-ci essuie la réprobation, non seulement des Arabes et des musulmans, mais de beaucoup d'autres peuples, dont les Français.

Force est de constater l'existence d'un système à « deux poids, deux mesures », à l'intérieur, comme à l'extérieur, et je partage entièrement cette perception du monde, malgré le refus de M. Chirac de cautionner l'invasion de l'Irak. Seuls la récusent les idéalistes et les naïfs qui croient encore que dans la dénomination « Maison-Blanche », l'adjectif qualifie l'âme républicaine qui occupe la terrible demeure, et que la politique étrangère de la France est toujours équilibrée au Proche-Orient, lorsque Sarkozy se proclame l'« ami d'Israël » et Kouchner, le « copain » de Tzipi (ministre des Affaires étrangères d'Israël). Mais nous ne voulons pas créer « un délit d'amitié » ! Tout le monde sait parfaitement que la CIA et l'administration de la Maison-Blanche, comme j'ai déjà dû l'écrire, sont une chorale du dimanche, et que la diplomatie française œuvre sans relâche pour faire avancer la question de la paix en Palestine… Il suffit de leur faire confiance, ainsi qu'à tous les personnels politiques en place !

Résultat : la population d'origine maghrébine ou africaine, se sentant méprisée en Occident comme dans ses pays d'origine, a voulu manifester son ras-le bol sous la forme d'une protestation à caractère identitaire. C'est pour cela que je récuse totalement les procès d'intentions 1) de guerre sainte ; 2) d'antisémitisme « beur » ; 3) d'islamisation de la France. Je dirais même que le conflit Islam-Occident n'est pas intrinsèquement religieux, même si la religion y joue un rôle forcé, étant le seul aspect de l'identité à avoir une certaine importance aux yeux des populations, et constituant un angle d'attaque mobilisateur. Comme je l'ai dit il y a peu, on fait jouer à l'islam aujourd'hui le rôle dévolu au communisme naguère : le couteau entre les dents ! Comment les Occidentaux admettraient-ils

qu'ils ne font, en réalité, que récolter le fruit de ce qu'ils ont semé, à travers leur politique dans le monde arabe et musulman (mais aussi ailleurs : voyez l'Amérique latine ! On ne peut pas dire qu'elle déborde de tendresse pour le Nord !). Sans la pauvreté et des régimes politiques corrompus, souvent vassalisés, la lutte serait bien plus âpre, entre pays riches et démocratiques mais arrogants et calculateurs et pays pauvres et dépendants, mais indociles.

L'analogie est frappante avec les mouvements de résistance « nationaux », dans des pays où les oppositions parlementaires sont inexistantes : au Maghreb comme au Proche-Orient ou en Afrique. Il y a, à mes yeux, une similitude étonnante entre les aspirations des peuples afro-arabo-musulmans et leurs diasporas en Occident. C'est une aspiration à la dignité et au respect, mais chaque camp (possédé exclusivement par la fièvre du pouvoir, de la suprématie) tente de l'instrumentaliser ou de la diaboliser : les islamistes (et je ne nie pas leur volonté et leurs capacités de nuire) utilisaient le malaise réel des minorités musulmanes et essayaient de recruter chez les révoltés ; les laïcs (avec le renfort des judéo-chrétiens, pratiquant ou non une religion) arguent d'atteintes à la laïcité et aux principes qui fondent la République et, en désespoir de cause, brandissent le spectre de la guerre sainte et de l'islamisation de la France, comme je viens de le rappeler. Quant aux régimes plus ou moins dictatoriaux qui dominent dans le Tiers-Monde, ils en profitent pour donner un tour de vis à leurs dictatures et renvoyer aux calendes grecques une hypothétique démocratisation. C'est l'origine d'une certaine « islamophobie ». Ainsi, par exemple, les événements d'Algérie, pourtant situés à l'extérieur, ont démultiplié l'aversion pour l'islamisme, et plus généralement pour l'islam et pour les religions, considérées comme source de fanatisme et de violence. Personne n'a vraiment cherché à comprendre pourquoi les gens rompaient les ponts et devenaient terroristes : cela entraîne trop de remises en question !

Chacun participe à cette phobie comme il peut, certains cumulent même les suspicions et les accusations : voir l'Iran et la main de l'Iran partout, préparer les esprits à l'idée de la très probable guerre sainte, dénoncer l'antisémitisme maghrébin en Occident et surtout, « les intolérables atteintes à la laïcité » qui s'avèrent une véritable mine. On ne sait donc pas sur quoi portera la prochaine attaque. Chaque jour nous révèle une « atteinte », alors que le contenu même du terme laïcité est utilisé de manière équivoque et tendancieuse et que les atteintes de type raciste ou xénophobe continuent à vivre de beaux jours. Signe révélateur : la HALDE. On s'est d'abord prononcé pour qu'elle fût présidée par un membre du « corps traditionnel français », non par un fils d'immigré, et

aujourd'hui, il est question que cette institution disparaisse dans un organisme plus vaste et plus indéfini. Pas question de multiplier les organisations de lutte contre les ségrégations ! D'ailleurs, il n'y a pas de ségrégations en France ! Ceux qui disent le contraire sont les ennemis de la liberté, de la démocratie et de la laïcité.

E. « Cette obscure clarté » qui tombe des discours…

Tout le monde, à un moment ou à un autre, a éprouvé ce malaise sous la forme de l'air d'une chanson, d'une musique qui vous trotte dans la tête, d'une formule qui revient avec insistance et ne vous quitte plus. A une époque, ce fut une formule prononcée par un ami. Parlant des immigrés qui l'agaçaient par leurs résistances, il explosa : « Ils n'ont qu'à payer le prix ! » Puis ce fut la formule de N., à propos de l'enseignement de l'arabe qui conduit à l'enseignement coranique qui débouche sur le fanatisme et le terrorisme. Ce furent ensuite une série de formules qui se résument ainsi : « La France, aimez-la ou quittez-la. » Ce fut enfin la phrase de Christophe Barbier pour qui les musulmans de France doivent comprendre que **« le Coran ne doit plus être le mode d'emploi de la vie en société »**. Allez donc demander aux hindouistes de ne plus se baigner dans le Gange, parce que c'est un fleuve à l'agonie à cause des pollutions !

Et l'on vous rebat les oreilles, dans tous les discours, avec des formules idéales qui finissent par sonner creux quand on sait la réalité vécue des immigrés ou des Français issus de l'immigration : liberté, droits de l'homme, tolérance, coexistence harmonieuse, respect des différences…

Les musulmans de France, pour se franciser ou tout simplement vivre en France, devaient certes payer le prix en renonçant à certaines de leurs pratiques qui relèvent plus des coutumes et des traditions que de la religion. Ils l'ont compris et accepté. Je donnerai simplement l'exemple du sacrifice, le jour de l'Aïd el-Kébir. Plus personne n'égorge de moutons dans les baignoires. C'était, comme je l'ai souvent dit, une question de disponibilité, d'attitude bienveillante d'accueil, et surtout de temps. On aurait fini par faire des citoyens au moins aussi respectueux des lois que les Européens. Mais non ! Ce n'était pas ce qu'on souhaitait !

Aujourd'hui, on exige d'eux beaucoup plus : ni plus ni moins que d'abandonner Dieu pour la République ! J'ai du mal à voir en cela une forme de liberté religieuse ! Quant à la protection des cultes, elle se réduit à une protection purement verbale qui ne coûte rien, dans la mesure où elle ne correspond à rien… On sait très bien lorsque l'Etat protège certaines catégories de personnes ou de minorités : il crée des délits spécifiques…

Dans un monde fortement laïcisé, que le terme soit pris en bonne ou en mauvaise part, il suffirait de laisser faire le temps : les résistances finiront

par tomber, les musulmanes comme les autres. Il n'y avait qu'un petit noyau dur de résistance véritablement religieuse. Tout le reste était l'expression d'un mal-être social. Malheureusement, on n'a fait preuve ni de tolérance, ni de respect, ni de patience. On a soufflé sur le feu de la peur pour attiser les bûchers de l'intolérance, de l'exclusion et de la haine. On a ainsi fait et l'on fait encore beaucoup de bruit et beaucoup de mal pour rien, car la crise étant toujours là, il faut s'attendre à plus de radicalisation, les mécontentements ne se comptant plus et les solutions ne pouvant venir des personnels politiques en place qui demandent toujours plus d'efforts… aux autres. Sur ce plan, François Fillon a réussi une opération de « com » en demandant à des ministres de renoncer à leurs retraites de parlementaires. En réalité, interrogée deux jours auparavant, Madame Bachelot avait affirmé : « Bien sûr que je perçois ma retraite de parlementaire ! », l'air de dire : « Il ne manquerait plus qu'on me demande d'y renoncer ! »

Un grand merci au Canard enchaîné qui continue à lever des lièvres à la grande satisfaction d'une opinion assoupie. En vérité, Noël Mamère résume remarquablement la situation : « Nous sommes dans un pays où il n'existe pas de contrôle démocratique ».

Nous avons déjà évoqué les pierres d'achoppement entre l'islam et l'Occident. Cela permet de comprendre qu'au fond, ce qui fait réellement peur, c'est la constitution d'une minorité visible et agissante. C'est la raison pour laquelle on continue à tenir des discours lénifiants et à monter en épingle le moindre soupçon d'organisation ou de résistance à caractère religieux, alors qu'on glorifie et défend les différences comme par exemple les préférences sexuelles ou les nouvelles conceptions de l'organisation de la famille. Nous recevons chaque jour des dizaines de leçons de tolérance : seuls paraissent insupportables les propos du pape et les revendications des musulmans ! Il y a décidément quelque chose qui sonne faux, dans la communication Islam-République, et plus généralement entre la société post-moderne et les religions.

On peut se reporter ici à ce qu'écrit J-C Guillebaud, dans *Comment je suis redevenu chrétien :* « Qui parle aujourd'hui des durs combats juridiques menés par l'Eglise pour tenter d'adoucir la violence médiévale (« paix de Dieu », « trêve de Dieu », interdiction progressive des ordalies, etc.) ? Qui évoque l'œuvre hospitalière ou éducative poursuivie siècle après siècle ? Bref, qui garde seulement en mémoire ce qu'un simple étudiant en droit de l'Université laïque apprenait encore dans les années 1960 ? Personne, bien entendu. L'histoire entière du christianisme n'est revisitée que dans l'optique d'une démonisation outrancière. L'Inquisition, elle aussi, a donc changé de camp. »